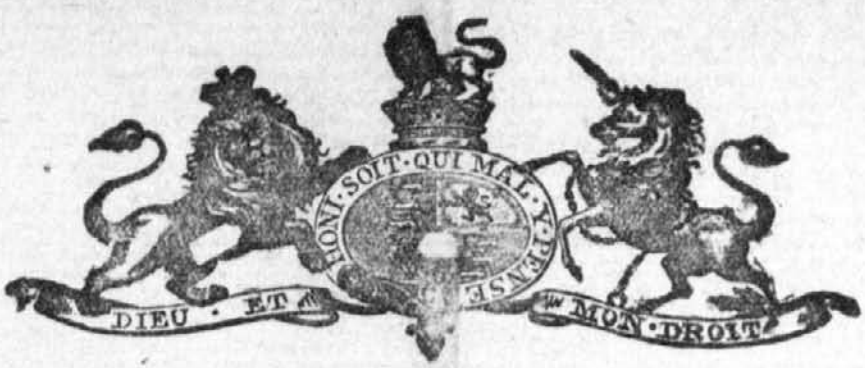

Gazette Officielle de Québec

PUBLIEE PAR AUTORITE.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 21 NOVEMBRE 1908.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent. 4075

PROVINCE DE QUÉBEC.

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE.

Québec, 16 novembre 1908.

Le vingt-sixième jour d'octobre mil neuf cent huit, monsieur J. Edmond Robert, cultivateur, de la ville de Marieville, a été élu député à l'Assemblée Législative de la province de Québec pour représenter le district électoral de Rouville.

L. G. DESJARDINS,
4171 Greffier de la Couronne en Chancellerie.

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du 10 novembre 1908, d'adjoindre à la commission de la paix pour le :

District de Montréal.—MM. Hugh Francis McEniry, gérant, Thomas W. McAnulty, courtier, Alexander Peterson, courtier, Peter C. Ogilvie, poseur d'appareils à vapeur, Edward Earle, tailleur

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 21st NOVEMBER, 1908.

GOVERNMENT NOTICES

Notices, documents or advertisements received after noon on Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number. 4076

PROVINCE OF QUEBEC.

OFFICE OF THE CLERK OF THE CROWN IN CHANCERY.

Quebec, 16th November, 1908.

The twenty sixth day of October, one thousand nine hundred and eight, J. Edmond Robert, Esq., farmer, of the town of Marieville, has been elected member of the Legislative Assembly of the province of Quebec to represent the electoral district of Rouville.

L. G. DESJARDINS,
4172 Clerk of the Crown in Chancery.

Appointments

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 10th of November, 1908, to associate to the commission of the peace for the :

District of Montreal.—Messrs. Hugh Francis McEniry, manager, Thomas W. McAnulty, broker, Alexander Peterson, broker, Peter C. Ogilvie, steam-fitter, Edward Earle, marble cutter, John R.

de marbre, John R. Meadow Croft, gérant, Joseph Alexander Corley, agent à commission, de la cité de Montréal.

District de Beauce.—Joseph Labbé, mécanicien, de Saint-Fréderic, Jean-Baptiste Poirier, cultivateur, de Saint-Théophile, comté de Beauce.

District de Saint-François.—Télesphore Bélanger, comptable, de la cité de Sherbrooke.

District de Kamouraska.—Léonce Dumond, marchand, de Saint-Cyprien, comté de Témiscouata.

District de Chicoutimi.—MM. Julius Bergeron et Joseph Guay, cultivateurs, de Saint-Amédée de Péribonka, Joseph Ernest Boulianne, Jacob Aubé et Philippe Bélanger, cultivateurs, de la Rivière au Doré, comté de Lac Saint-Jean, Elie Chalifour et Thomas Tremblay, propriétaires, de Jonquières, comté de Chicoutimi. 4187

Meadow Croft, manager, Joseph Alexander Corley, commission agent, of the city of Montreal.

District of Beauce.—Joseph Labbé, mechanic, of Saint-Frederic, Jean Baptiste Poirier, farmer, of Saint Theophile, Beauce county.

District of Saint Francis.—Telesphore Belanger, accountant, of the city of Sherbrooke.

District of Kamouraska.—Léonce Dumont, merchant, of Saint Cyprien, Temiscouata county.

District of Chicoutimi.—Messrs. Julius Bergeron and Joseph Guay, farmers, of Saint Amédée de Péribonka, Joseph Ernest Boulianne, Jacob Aubé and Philip Bélanger, farmers, of Rivière-au-Doré, Lake Saint John county, Elie Chalifour and Thomas Tremblay, proprietors, of Jonquieres, Chicoutimi county. 4188

Proclamation

Canada, Province de Québec. } C. A. P. PELLETIER.

[L. S.]

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le VINGT-QUATRIEME jour d'OCTOBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent huit, et à chacun de vous—SALUT.

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le VINGT-QUATRIEME jour du mois d'OCTOBRE mil neuf cent huit, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec :

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et la plus grande commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, le TROISIEME jour du mois de DECEMBRE prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR CHARLES ALPHONSE PANTALEON PELLETIER, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, membre de Notre Conseil Privé pour le Canada, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce TROISIEME jour d'OCTOBRE, dans l'année de Notre-Seigneur mil neuf cent huit, et de Notre Regne la huitième.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,
Greffier de la Couronne en Chancellerie,
Québec.

3619

Proclamation

Canada, Province of Quebec. } C. A. P. PELLETIER.

[L. S.]

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Quebec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Quebec, on the TWENTY FOURTH day of the month of OCTOBER, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and eight, you and each of you.—GREETING.

PROCLAMATION

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Quebec, stands prorogued to the TWENTY FOURTH day of the month of OCTOBER, one thousand nine hundred and eight, at which time, at Our City of Quebec, you were held and constrained to appear :

NOW KNOW YE, that for divers causes and considerations and taking into consideration the great ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Quebec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on the THIRD day of the month of DECEMBER next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Quebec, and therein to do as may seem necessary. HEREIN FAIL NOT.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honorable SIR CHARLES ALPHONSE PANTALEON PELLETIER, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Member of Our Privy Council for Canada, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this THIRD day of OCTOBER, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and eight, and in the eighth year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Crown in Chancery.
Quebec.

3620

ERRATUM.

A la page 1763 de la "Gazette Officielle" du quatorze novembre 1908, au numéro 4059-60, lisez avec un capital total de quarante-quatre mille piastres ($44,000.00) au lieu de quarante mille piastres ($40,000.00). 4189

ERRATUM.

On page 1763 of the "Official Gazette" of the fourteenth of November, 1908, number 4059-60, should read with a total capital stock of forty-four thousand dollars ($44,000.00) instead of forty thousand dollars ($40,000.00). 4190

Avis du Gouvernement

Avis est par le présent donné que la compagnie "Engineering Construction Company" autorisée à faire des opérations dans cette province, a nommé, par nouvelle procuration, M. Lewis M. Smith, de la ville de Nicolet, son agent principal, avec son principal bureau d'affaires dans la ville de Nicolet, comté de Nicolet.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

Québec, 13 novembre 1908. 4161

No 2500.08.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Demande érection d'une nouvelle municipalité.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Benoit, dans le comté de Deux-Montagnes, le village de Saint-Benoit avec les limites qui lui sont assignées par proclamation du lieutenant-gouverneur de la province en date du 24 février 1908, et les biens-fonds ayant les numéros 40 et suivants jusqu'à 62 inclusivement, les numéros 137, 138, 144, 145, 159, 160, 161 et 162, les numéros 234 et suivants jusqu'à 320 inclusivement et d'ériger ce territoire en municipalité scolaire distincte sous le nom de "Village de Saint-Benoit". 4173

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorze de novembre 1908, constituant en corporation MM. Louis de Gonzague Belley, avocat, Elzéar Levesque, avocat, Adélard Riverin, médecin, Ovide Bossé, notaire, Edmond Savard, médecin, Omer Blais, marchand, Louis Philippe Desbiens, maître de poste, Gustave Delisle, imprimeur, tous de la ville de Chicoutimi, dans les buts suivants, tenir et mettre en opération pour l'usage du public un rond à roulettes et un rond à patiner, posséder et tenir un endroit ou salle pour représentation théatrale, amusements, assemblées publiques et divertissements ; percevoir des prix d'entrée.

Acquérir, construire, posséder, vendre, échanger, mettre en opération, employer et maintenir telles propriétés, meubles et immeubles, bâtisses et construction qui peuvent être requis pour la mise en opération ou y ayant rapport, sous le nom de "La Compagnie du Patinoir de Chicoutimi", avec un capital total de six mille piastres ($6,000.00), divisé en trois cents (300) actions de vingt piastres ($20.00) chaque.

La principale place d'affaires de la corporation, dans la province, sera dans la ville de Chicoutimi.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatorzième jour de novembre 1908.

JOS. BOIVIN,
Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du quatorze de novembre 1908, constituant en corporation MM. Ludger Grégoire, hôtelier, Wilfrid Grégoire, hôte-

Government Notices

Notice is hereby given that the "Engineering Construction Company" authorized to do business in this province, has appointed, by a new power of attorney, Mr. Lewis M. Smith, of the town of Nicolet, its principal agent, with its chief place of business in the town of Nicolet, county of Nicolet.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

Quebec, 13th November, 1908. 4162

No 2500.08.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Application to erect a new school municipality.

Application is made to detach from the school municipality of Saint Benoit, in the county of Two Mountains, the village of Saint Benoit with the limits assigned to it by proclamation of the Lieutenant Governor of the Province dated the 24th February, 1908, and the lots bearing numbers 40 and up to 62 inclusively, the numbers 137, 138, 144, 145, 159, 160, 161 and 162, the numbers 234 and up to 320 inclusively, and erect this territory into a separate school municipality under the name of "Village de Saint Benoit". 4174

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the fourteenth of November, 1908, incorporating Messrs. Louis de Gonzague Belley, advocate, Elzéar Levesque, advocate, Adélard Riverin, physician, Ovide Bossé, notary, Edmond Savard, physician, Omer Blais, merchant, Louis Philippe Desbiens, postmaster, Gustave Delisle, printer, all of the town of Chicoutimi, for the following purposes, to keep and put in operation for the use of the public a roller and a skating rink, possess and keep a place or hall for theatrical representations, amusements, public meetings and entertainments ; charge prices of admission.

To acquire, construct, possess, sell, exchange, put in operation employ and maintain such properties, movable and immovable, buildings and constructions that may be required for the putting in working order or in connection therewith, under the name of "La Compagnie du Patinoir de Chicoutimi", with a total capital of six thousand dollars ($6,000.00), divided into three hundred (300) shares of twenty dollars ($20.00) each.

The principal place of business of the corporation in the province, will be in the town of Chicoutimi.

Dated from the office of the secretary of the province of Quebec, this fourteenth day of November, 1908.

JOS. BOIVIN,
Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the fourteenth of November, 1908, incorporating Messrs. Ludger Grégoire, hotelkeeper, Wilfrid Grégoire, hotel-

lier, Alexandre Mercure, industriel, Napoléon Garceau, avocat, Walter A. Moisan, notaire, tous de la ville de Drummondville, dans les buts suivants, faire le commerce de boissons, tenir un hôtel, le "Manoir Drummond", acquérir des propriétés pour ces fins, sous le nom de "La Compagnie du Manoir Drummond", avec un capital total de vingt-cinq mille piastres ($25,000.00), divisé en deux cent cinquante (250) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation dans la province, sera dans la ville de Drummondville.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatorzième jour de novembre 1908.

JOS. BOIVIN,
4177 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du quatorzième jour de novembre 1908, constituant en corporation MM. Charles Cesar Lelman, professeur de l'Ecole Polytechnique et ingénieur civil, Joseph Antoine Hilaire Hebert, notaire, Calixte Galibert, industriel, Alfred Lorocque, ingénieur civil, et Auguste Léonce Rinfret, agent financier, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Faire des affaires comme manufacturiers et commerçants de becs de gaz, générateurs de gaz, manteaux de gaz et fournitures de gaz de toute description ;

Faire les affaires de manufacturiers et de commerçants de tous appareils pour les fins de chauffage et fourniture de chauffage de toute description ;

Acquérir les droits d'Auguste Simon Mouvant ou représentants pour patentes canadiennes Nos 107821 et 19960 pour les nouveaux becs de gaz économiques et générateurs de gaz acetylene et pour son procédé spécial pour manteaux pour gaz et de payer pour iceux, en tout ou en partie, en argent ou en actions payées de la compagnie ;

Demander, obtenir, enregistrer, acheter, louer sur royauté ou acquerir autrement et tenir, employer, posséder, mettre en opération et introduire et vendre, céder toutes marques de commerce, noms, patentes d'invention, améliorations et procédés sous enregistrement ou autrement utiles aux affaires de la compagnie et employer, exercer, développer, octroyer des licences y ayant rapport ou autrement, mettre à profit toutes telles marques de commerce et inventions, ou en disposer autrement :

Faire des arrangements pour le partage des profits, union d'intérêts ou coopération avec toute autre personne ou compagnie et de promouvoir, assister ou aider et devenir actionnaire dans toute compagnie auxiliaire, alliée ou autre compagnie faisant les mêmes affaires que celles de cette compagnie ;

Acheter ou acquérir autrement toutes affaires avec objets semblables que ceux de la compagnie, ensemble avec bâtisses, machines, stock de commerce, clientèle et actif en général prendre en tout ou en partie les engagements de telles affaires et payer pour iceux, en tout ou en partie, en bons, débentures et stock payé de la compagnie et les vendre, louer ou aucune partie d'iceux ou en disposer autrement.

Acquérir, posséder, louer, garantir, hypothéquer, vendre, échanger des actions, stock, débentures ou garanties de toute corporation faisant des affaires avec des objets semblables à ceux de la compagnie, ou en disposer.

Acheter ou acquérir autrement, posséder, employer, louer, hypothéquer des immeubles et bâtisses, matériel, machines nécessaires et en rapport aux affaires de la compagnie, ou en disposer autrement.

Faire toutes choses et exercer tous les pouvoirs et faire toutes les affaires en rapport à la mise en opération des objets pour lesquels la compagnie est incorporée, sous le nom de "The Gas Saving

keeper, Alexandre Mercure, manufacturer, Napoléon Garceau, advocate, Walter A. Moisan, notary, all of the town of Drummondville, for the following purposes, to do a liquor business, keep a hotel, the "Manoir Drummond", acquire property for these objects, under the name of "La Compagnie du Manoir Drummond", with a total capital of twenty five thousand dollars ($25,000.00), divided into two hundred and fifty (250) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The principal place of business of the corporation in the province of Quebec, shall be in the town of Drummondville.

Dated from the office of the provincial secretary, this fourteenth day of November, 1908.

JOS. BOIVIN,
4178 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the fourteenth day of November, 1908, incorporating Messrs. Charles César Lelman, professor of polythecnic school and civil engineer, Joseph Antoine Hilaire Hebert, notary, Calixte Galibert, industrial, Alfred Larocque, civil engineer, and Auguste Léonce Rinfret, financial agent, all of the city of Montreal, for the following purposes :

To carry on the business of manufacturers and dealers in gas burners, gas generators, gas mantles and gas supplies of all description.

To carry on the business of manufacturers and dealers in all apparatus for heating purposes and heating supplies of all description.

To acquire the rights of Auguste Simon Mouvant or representatives for the canadian patent Nos. 107821 and 19960 for new economical gas burners and acetylene gas generators and for his special process for gas mantles and to pay for the same in whole or in part in cash or in paid up shares of the company.

To apply for, obtain, register, purchase, lease on royalty or otherwise acquire and hold, use, own, operate and introduce and to sell, assign or otherwise dispose of any trade marks, names, patents of invention, improvements and process under registration or otherwise useful to the business of the company, and to use, exercice, develop, grant licence in respect or otherwise turn to account any such trade marks and invention.

To enter into any arrangements for sharing of profits union of interests or co-operation with any other person or company, and to promote, assist on promoting and become a shareholder in any subsidiary, allied or other company, carrying on a business similar to that of this company.

To purchase or otherwise acquire any business with objects similar to those of the company, together with buildings, machinery, stock in trade, good will and assets generally to assume in whole or in part the liabilities of such business, and to pay for the same wholly or partly on bonds, debentures and paid up stock of the company, and to sell, lease or otherwise dispose of same or any part thereof.

To acquire, hold, lease, pledge, mortgage, sell, exchange or dispose of shares, stock, debentures or securities of any corporation carrying business with objects similar to those of the company.

To purchase or otherwise acquire, hold, use, lease, mortgage or otherwise dispose of real estate and building, plant, machinery necessary and incidental to the business of the company.

To do all acts and exercise all powers and carry on all business incidental to the carrying out of the objects for which the company is incorporated, under the name of "The Gas Saving Burner Com-

Burner Company, Limited ", avec un capital total de trois cent mille piastres ($300,000.00), divisé en trois cent mille (300,000) actions d'une piastre ($1.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, dans la province, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatorzième jour de novembre 1908.

JOS. BOIVIN,
4175 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour de novembre 1908, constituant en corporation MM. William John White, avocat et Conseil du Roi, Arthur William Patrick Buchanan, avocat et Conseil du Roi, Archibald William Moffatt, teneur de livres, Saumarez Carmichael, avocat, et Charles Lovelace Buchanan, teneur de livres, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Manufacturer, vendre toute sorte de drogues, médecines, préparations pharmaceutiques, aliments nutratifs et restauratifs et en faire le commerce.

Faire toutes ou aucune des affaires de chimistes, droguistes, teinturiers et importateurs.

Aider, établir et contribuer à conduire, contrôler ou soutenir des fonds pour les malades, et toutes associations ou institutions pour fournir, sur et aux termes ou conditions, des médecines, drogues, préparations médicales et chirurgicales et appareils, aliments nutritifs et restauratifs durant la maladie ou indisposition .

Faire toutes autres affaires soit de manufacture ou autrement, qui peuvent paraître à la compagnie capables d'être faites convenablement en rapport avec les susdits objets, ou calculées directement ou indirectement à augmenter la valeur ou rendre profitable toute propriété ou droits de la compagnie.

Acheter ou acquérir autrement toutes formules, prescriptions, procédés, lettres-patentes, marques de commerce, noms de commerce ou droits de propriété au sujet de médecines ou préparations médicales ou aliments nutritifs, ou aucuns droits ou intérêts sur iceux, ou sur la manière de les préparer, les manufacturer ou les vendre.

Demander, acheter ou acquérir autrement toutes patentes, " brevets d'invention ", concessions et choses semblables accordant un droit d'usage exclusif ou non exclusif ou limité, ou tout secret ou autre information quant à aucune invention qui peut paraître capable ou étant employé pour aucune des fins de la compagnie, ou dont l'acquisition peut paraître calculée directement ou indirectement au bénéfice de la compagnie, et employer, exercer, developper, octroyer des licences à cette fin, ou autrement mettre à profit la propriété, les droits et informations ainsi acquis.

Faire aucun arrangement avec aucun gouvernement ou autorités, suprême, municipal, local ou autrement, et obtenir de tout tel gouvernement ou autorité tous les droits, concessions et privilèges qui peuvent paraître utiles aux objets de la compagnie ou à aucun d'eux.

Acheter ou acquérir autrement et entreprendre toutes ou aucune partie des affaires, propriété et engagements de toute personne ou compagnie faisant aucune affaire que cette compagnie est autorisée à faire ou possédant une propriété convenable pour les fins de la compagnie.

Entrer en société ou faire aucun arrangement pour le partage des profits, union d'intérêts, coopération, risque conjoint, concession réciproque ou coopération, avec toute personne ou compagnie faisant ou engagée à faire ou sur le point de faire ou engagée dans toute affaire ou transaction que la compagnie est autorisée à faire ou engagée dans aucune affaire ou transaction capable d'être conduite directement ou indirectement pour le bénéfice de cette compagnie, et de prendre [ou acquérir

pany, Limited ", with a total capital stock of three hundred thousand dollars ($300,000.00), divided into three hundred thousand (300,000) shares of one dollar ($1.00) each.

The principal place of business of the corporation in the province, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the provincial secretary, this fourteenth day of November, 1908.

JOS. BOIVIN,
4176 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under that Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the 14th November, 1908, incorporating Messrs. William John White, advocate and King's Counsel, Arthur William Patrick Buchanan, advocate and King's Counsel, Archibald William Moffatt, book-keeper, Saumarez Carmichael, advocate, and Charles Lovelace Buchanan, book-keeper, all of the city of Montreal, for the following purposes :

To manufacture, sell and deal in all kinds of drugs, medecines, pharmaceutical preparations, foods and restoratives.

To carry on all or any of the business of manufacturing chemist, druggists, drysalters and importers.

To assist, establish and contribute to manage, control or support sick funds, and any associations or institutions for providing, upon and terms or conditions, medicineas, drugs, medical and surgical preparations and apparatus and restoratives or food during sickness or illness.

To carry on any other businesses, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable or being conveniently carried on in connection with the above, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's, a property or rights.

To purchase, or otherwise acquire any formulae, recipes, processes, letters patent, trade marks, trade names or copyrights relating to medicines or medicinal preparations or foods, or any rights or interests in the same, or in the mode of making up, manufacturing or selling the same.

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, " brevets d'invention ", concessions and the like, conferring an exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable or being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit this company, and to use, exercise, develop, grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights and information so acquired.

To enter into any arrangement with any goverment or authorities, supreme, municipal, local or otherwise, and to obtain from any such government or authority all rights, concessions and privileges that may seem conducive to the company's objects or any of them.

To purchase or otherwise acquire and undertake all or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which this company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purposes of the company.

To enter into partnership or into any arrangement for sharing profits, union of interests, joint adventure, reciprocal concessions, or co-operation with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in any business or transaction capable or being conducted so as directly or indirectly to benefit this company, and to take or otherwise acquire and hold shares or stock in or

autrement et posséder des actions ou stock ou garanties d'icelle et subventionner ou aider autrement toute telle compagnie, et vendre, posséder, émettre de nouveau avec ou sans garantie, ou autrement faire le commerce de telles actions ou garanties.

Vendre l'entreprise de la compagnie ou aucune partie d'icelle pour telle considération que la compagnie jugera à propos et en particulier pour actions, débentures ou garanties d'aucune autre compagnie ayant déjà des objets semblables ou en partie semblables à ceux de cette compagnie.

Promouvoir, financer ou aider toute compagnie ou compagnies dans le but d'acquérir tous ou aucun des biens, droits et engagements de la compagnie ou pour toute autre fin qui peut paraître directement ou indirectement calculée pour le bénéfice de cette compagnie.

Placer et faire des affaires avec les argents de la compagnie, non immédiatement requis sur telles garanties et de telle manière qui peuvent être déterminées de temps en temps.

Prêter de l'argent à telles personnes et à tels termes avec ou sans garantie lorsqu'il sera à propos, et en particulier aux clients ou personnes ayant des affaires avec la compagnie et donner toute garantie ou indemnité qui peuvent paraître à propos.

Adopter tels moyens de faire connaître les produits de la compagnie qui peuvent paraître à propos, et en particulier par des annonces dans la presse, par des circulaires, par achat et exposition d'ouvrages d'art ou d'intérêt, par publication de livres et ouvrages périodiques et en accordant des prix, récompenses et gratifications.

Aider à l'établissement des associations, institutions ou autres places semblables calculées pour le bénéfice des employés ou ex-employés de la compagnie ou ses prédécesseurs en affaires, ou les alliés ou parents de telles personnes, et les supporter et octroyer des pensions et allocations et faire des paiements pour assurance, et souscrire ou garantir de l'argent pour les fins de charité et de bienfaisance ou pour toute exposition ou pour aucun objet public, général ou utile.

Faire toutes telles autres choses en rapport ou utiles au progrès des susdits objets et de telle manière que les objets spécifiés dans chaque paragraphe ci-dessus seront, excepté lorsqu'ils sont exprimés autrement dans tel paragraphe, en aucune manière limités ou restreints par rapport à iceux ou par rapport aux termes d'aucun autre paragraphe sous le nom de "Menley and James Company, Limited, of Canada", avec un capital total de cinq mille piastres ($5 000.00), divisé en cinquante (50) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation dans la province, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatorzième jour de novembre 1908.

L. RODOLPHE ROY,
4225 Secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du sixième jour de novembre 1908, constituant en corporation MM. Albert J. Brown, avocat et Conseil du Roi, Robert C. McMichael, avocat, James Angus, avocat, Rennie O. McMurty, avocat, et Francis G. Bus, teneur de livres, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants, savoir :

Acquérir par achat, bail ou autrement et posséder des immeubles dans la province de Québec.

Construire des maisons d'habitation et autres bâtisses sur les dits immeubles ou sur une partie d'iceux.

Vendre, louer, transporter, hypothéquer, échanger ou autrement faire le commerce des dits immeubles ou toute partie d'iceux, et en disposer et développer, améliorer et disposer toutes telles propriétés en lots à bâtir, rues, ruelles, carrés ou autrement.

Faire des avances au moyen de prêts aux acqué-

securities of and to subsidise or otherwise assist any such company, and to sell, hold, re-issue with or without guarantee, or otherwise deal with such shares or securities.

To sell the undertaking of the company, or any part thereof, for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of this company.

To promote, finance or assist any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property, rights and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit this company.

To invest and deal with the moneys of the company, not immediately required upon such securities and in such manner as may from time to time be determined.

To lend money to such persons and on such terms, and with or without security, as may seem expedient, and in particular to customers of or persons having dealings with the company and to give any guarantee or indemnity that may seem expedient.

To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient, and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books and periodicals, and by granting prizes, rewards and donations.

To support, or to aid in the establishment and support of associations, institutions or conveniences, calculated to benefit employee or ex-employee of the company or its predecessors in business, or the dependents or connections of such persons, and to grant pensions and allowance and to make payments towards insurance, and to subscribe or guarantee money for charitable or benevolent objects, or for any exhibition or for any public, general or useful object.

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects and so that the objects specified in each paragraph hereof shall, except when otherwise expressed in such paragraph, be in no wise limited or restricted by reference to or reference from the terms of any other paragraph, under the name of "Menley and James Company, Limited, of Canada", with a total capital stock of five thousand dollars ($5,000.00), divided into fifty (50) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The principal place of business of the corporation in the province, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the provincial secretary, this fourteenth day of November, 1908.

L. RODOLPHE ROY,
4226 Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the sixth of November, 1908, incorporating Messrs. Albert J. Brown, advocate and King's Counsel, Robert C. McMichael, advocate, James Angus, advocate, Rennie O. McMurty, advocate, and Francis G. Bus, book keeper, all of the city of Montreal, for the following purposes, viz :

To acquire by purchase, lease or otherwise and to own real estate in the province of Quebec.

To construct dwelling houses and other buildings upon such real estate or any part thereof.

To sell, lease, convey mortgage, exchange, dispose of, or otherwise deal with such real estate or any portion thereof and to develop, improve and lay out any such property in buildings lots, streets, lanes, squares and otherwise.

To make advances by way of loans to purchasers

reurs ou locataires d'aucune partie des immeubles de la compagnie pour les fins de construction ou autres améliorations.

Avec l'approbation des actionnaires, aider au moyen d'avances ou autres moyens, dans la construction et entretien de chemins, rues, aqueducs, égouts et autres travaux ou améliorations propres à rendre la propriété de la compagnie plus accessible et pour augmenter sa valeur.

Prendre et tenir des hypothèques, garanties ou charges pour garantir le paiement du prix d'achat de toute propriété vendue par la compagnie, ou aucun argent dû à la compagnie par les acquéreurs, ou avancé par la compagnie aux acquéreurs, ou autres, pour les fins de construction ou autres améliorations.

Acheter, acquérir, posséder, transporter, vendre des actions, stocks, débentures ou garanties dans aucune autre compagnie ayant des objets semblables en tout ou en partie à ceux de cette compagnie ou faisant des affaires capables d'être conduites directement ou indirectement pour le bénéfice de la compagnie.

Vendre aucune partie des immeubles ou autre propriété appartenant à la compagnie pour telle considération et aux termes et conditions que la compagnie jugera à propos, ou en disposer autrement, et accepter de l'argent, des actions, bons, débentures, stock ou garanties de toute autre compagnie en paiement ou partie de paiement d'iceux.

S'amalgamer avec toute autre compagnie ayant les mêmes objets, en tout ou en partie, que ceux de cette compagnie.

Acquérir et posséder toutes affaires, franchises, entreprises, propriétés, droits, privilèges, baux, contrats, immeubles, actif et autres droits que la compagnie peut légalement acquérir en vertu d'icelle à une juste valeur d'iceux, et en général faire toutes telles affaires en rapport à la mise en opération des objets de la compagnie, sous le nom de "The Montreal Realty Company", avec un capital total de cinquante mille piastres ($50,000.00) divisé en cinq cents (500) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, dans la province, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce sixième jour de novembre 1908.

JOS. BOIVIN,
Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 6e jour de novembre 1908, constituant en corporation MM. Thomas Sonne, marchand, Geoffrey Milner Lehain, gentilhomme, Elijah A. Lowe, gentilhomme, tous de la cité de Montréal, Philémon Cousineau, avocat, de la ville de Saint-Laurent, et Aquila Jasmin, avocat, de la ville de Lachine, dans les buts suivants, savoir :

Manufacturer, acheter ou vendre toute sorte d'articles de chasse et de pêche, tentes et toiles goudronnées, canots, bateaux et toute sorte d'articles de même nature.

Acquérir, louer ou acheter des bâtisses convenables et nécessaires pour les susdites fins.

Acheter, acquérir la propriété, meubles et immeubles de la société maintenant connue sous le nom de "The Sonne Awning, Tent & Tarpaulin Co.", convenables ou nécessaires aux dites affaires, et les payer avec des actions complètement payées, sous le nom de "Thomas Sonne Company, Limited", avec un capital total de vingt mille piastres ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de dix piastres ($10.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation dans la province, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce sixième jour de novembre 1908.

JOS. BOIVIN,
4123-2 Sous-secrétaire de la province.

or lessees of any part of the company's real estate for building purposes or other improvements. With the approval of the shareholders to aid by way of advances or otherwise in the construction and maintenance of roads, streets, water works, sewers and other works of improvement calculated to render the company's property more accessable and to enhance its value

To take and hold mortgages, hypothecs, liens, or charges to secure the payment of the purchase price of any property sold by the company, or any money due to the company from the purchaser, or advanced by the company to purchasers or others for building purposes or other improvements.

To purchase, acquire, hold, transfer, sell and dispose of shares, stocks, debentures of securities in any other company having objects similar in whole or in part to those of this company or carrying on business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the company.

To sell or otherwise dispose of any portion of the real estate or other property owned by the company for such considerations and upon such terms and conditions as the company shall so fit, and to accept cash, shares, bonds, debentures, stock or securities of any other company in payment or part payment thereof.

To amalgamate with any other company having objects in whole or in part similar to those of this company.

To acquire and own any business, franchise, undertaking, property, rights, privileges, leases, contracts, real estate, stock assets, and other rights which the company may lawfully acquire by virtue hereof at a fair value thereof, and generally to do all such things as are incidental to the carrying out of the objects of the company, under the name of "The Montreal Realty Company", with a total capital stock of fifty thousand dollars ($50,000.00), divided into five hundred (500) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The principal place of business of the corporation in the province, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the provincial secretary, this sixth day of November, 1908.

JOS. BOIVIN.
Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the sixth day of November, 1908, incorporating Messrs. Thomas Sonne, merchant, Geoffrey Milner Lehain, gentleman, Elijah A. Lowe, gentleman, all of the city of Montreal, Philémon Cousineau, lawyer, of the town of Saint Laurent, and Aquila Jasmin, lawyer, of the town of Lachine, for the following purposes, viz :

To manufacture, buy or sell all kinds of sporting goods, tents and tarpaulins, canoes, boats and all kinds of goods of that nature.

To acquire, rent or buy buildings suitable and necessary for the above purposes.

To buy, acquire the property, moveable or immoveable of the firm now known as The Sonne Awning, Tent & Tarpaulin Co., suitable or necessary for the said business, and pay the same with fully paid up shares, under the name of "Thomas Sonne Company, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of ten dollars ($10.00) each.

The chief business place of the corporation, in the province, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the provincial secretary, this sixth day of November, 1908.

JOS. BOIVIN,
4214 Deputy Provincial Secretary

CHAMBRE DES COMMUNES.

RÈGLES CONDENSÉES RELATIVEMENT AUX AVIS DE BILLS PRIVÉS.

Toute demande de bills privés, adressée au Parlement, doit être annoncée par un avis publié dans la *Gazette du Canada*, exposan clairement et distinctement la nature et le but de la demande, être signée par ceux qui font la demande ou en leur nom, et porter l'adresse du signataire. Pour une loi de constitution, le nom de la compagnie projetée doit être donné dans l'avis. Si les ouvrages d'une compagnie quelconque doit être déclarée être à l'avantage général du Canada, la chose doit être formellement mentionnée dans l'avis ; et une copie de cet avis doit être expédiée par lettre recommandée au secrétaire de chaque comté ou municipalité qui peut être spécialement intéressé dans ces ouvrages, et aussi au secrétaire de la province dans laquelle ces travaux sont ou pourront être situés ; et la preuve de cet envoi s'établit au moyen d'une déclaration statutaire.

Outre l'avis publié comme susdit dans la *Gazette du Canada*, il doit être aussi publié un avis similaire dans un des principaux journaux, comme suit :

1. *Pour des lois de constitution en corporation :*

(*a*) d'une compagnie de chemin de fer ou de canaux ou d'une compagnie pour la construction de tout ouvrage spécial, ou pour obtenir des droits ou privilèges spéciaux—dans la principale localité du comté ou du district intéressé ;

(*b*) ou d'une compagnie de télégraphe ou de téléphone—dans la principale localité de chaque province où la compagnie se propose d'établir un service ;

(*c*) ou d'une compagnie de banque ; une compagnie d'assurance ; une compagnie de garantie ; une compagnie de prêts, ou une compagnie industrielle (sans pouvoirs spéciaux)—dans la *Gazette du Canada* seulement.

2. *Pour des amendements à des lois de constitution en corporation :*

(*a*) Pour le prolongement d'une ligne de chemin de fer ou d'un canal, ou d'embranchements de ces chemins de fer et canaux—dans la principale localité dans chaque comté intéressé ;

(*b*) Pour la remise en vigueur ou la continuation d'une charte ou d'une prorogation du délai fixé pour la construction d'ouvrages de toutes sortes, ou pour l'extension des pouvoirs d'une compagnie (lorsqu'elle n'implique pas la concession des nouveaux droits spéciaux)—au siège social de la compagnie ;

(*c*) Pour la concession de quelques droits ou privilèges spéciaux—dans les localités réellement intéressées.

Tous ces avis doivent être publiés au moins une fois par semaine durant une période de cinq semaines consécutives ; et lorsqu'ils sont publiés dans les provinces de Québec ou du Manitoba, ils doivent l'être dans les deux langues, anglaise et française ; et s'il n'y a pas de journal dans l'endroit intéressé, cet avis doit être donné dans l'endroit le plus rapproché où se publie un journal. La preuve de la publication s'établit en chaque cas par une déclaration statutaire qui doit être envoyée au greffier de la Chambre des Communes.

Pour autres détails concernant les avis, droits à payer, forme et dépôt du bill, etc., s'adresser au greffier de la Chambre des Communes, à Ottawa, ou voir les règlements de la chambre relatifs aux avis de demandes des bills privés tels que publiés dans la *Gazette du Canada*.

THOS. B. FLINT,
3787 Greffier de la Chambre des Communes.

HOUSE OF COMMONS.

CONDENSED RULES RESPECTING NOTICES FOR PRIVATE BILLS.

All applications to Parliament for Private Bills, shall be advertised by a notice in the *Canada Gazette*, cleary and distinctly stating the nature and objects of the application, and signed by or on behalf of the applicants, with the address of the party signing the same. For an act of incorporation, the name of the proposed company shall be stated. If the works of any company are to be declared to be for the general advantage of Canada, the same shall be specifically mentioned in the notice, and a copy of such notice shall be sent by registered letter to the clerk of each county or municipality which may be specially affected by such works, and also to the secretary of the province in which such works are, or may be located ; and proof of such service of notice shall be established by statutory declaration.

In addition to the notice in the *Canada Gazette* aforesaid, a similar notice shall be published in some leading newspaper, as follows :

1. *For acts of incorporation :*

(*a*) Of a railway or canal company, or of a company for the construction of any special works, or for obtaining any special rights and privileges—in the principal place in each county or district affected ;

(*b*) Of a telegraph or telephone company—in the principal place in each province in which the company intends to operate :

(*c*) Of banks, insurance, trust, loan or industrial companies (without any special powers)—Advertise in the *Canada Gazette* only.

2. *For amendments to acts of incorporation :*

(*a*) For the extension of a line of railway or canal or branches thereto.—In the principal place in each county affected ;

(*b*) For the revival or continuation of a charter or for extension of time for the construction of works of any kind, or for the enlargement of any of the powers of a company (not involving additional special powers)—at the head office of the company ;

(*c*) For the granting of any special powers or privileges—in the localities actually affected.

All such notices shall be published at least once a week for five consecutive weeks ; and in Quebec and Manitoba, shall be published in both english and french ; and if there be no newspaper published in the locality affected, such notice shall be given in the next nearest locality wherein a newspaper is published. Proof of publication shall be established in each case by statutory declaration to be sent to the Clerk of the House.

For further particulars as to notices, fees, form and deposit of bill, etc., address the Clerk of the House of Commons, Ottawa, or see the Rules of the Commons relating to notices of application for private bills as published in the *Canada Gazette*.

THOS. B. FLINT,
3788 Clerk of the House of Commons.

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS DU CONSEIL LEGISLATIF.

Relatifs aux avis de Bill Privés

53. Toute demande de bills privés qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord. 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ; soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables, soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies a fonds social ; incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le re-arpentage de tout canton, ligne ou concession, ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société ; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré pour la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district duquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et les frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif, ou pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public ; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres, immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaise et française, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés, et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécesaitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français, et 100 en anglais, du bill tel qu'amendé ; et de plus, aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été examiné et jugé conforme aux lois générales et aux

EXTRACTS OF RULES AND REGULATIONS OF THE LEGISLATIVE COUNCIL

Relating to notices for Private Bills.

53.—All application for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbor, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry, the construction of works for supplying gas or water, the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock companies, the incorporation of a city town, village or other municipality, the levying of any local assessment, the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any county, town, or of local offices ; the regulation or any common the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to the individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one news paper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there but one paper ; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette* and in a paper published in an adjoining district.

Such notices shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave or bring in a private bill for the erection of a toll bridge is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall up giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels and mentioning also whether they intend to erected drawbridge or not, and the dimensions for the same.

60.—The expenses and costs attending private bills giving an exclusive privilege or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending extending or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public, accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof. All such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading, which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file in the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended : and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bill before the production of a certificate from one of the

règlements de cette Chambre, ni être u pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement

Le promoteur doit auss payer u comptable de a Chambre une somme de $200, eten sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité, auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s agit d'une compagnie de chemin de er, de tramway, de télégraphe, de téléphone, l'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas

2.—L'honoraire payable lors de sa seconde lec ure d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

R. CAMPBELL,
4077 Assistant G. C. L.

law officers that such bill has een examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk, that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of $200, and further more the cost of printing the bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee, to which such bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of anyprivate bill is paid only in the house in which such bill originates, but the costs of printing the same a paid in each house.

R. CAMPBELL.
4078 Assistant C. L. C.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills privés

51. Toute demande de bills privés dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d un pont, d'un chemin de fer, d un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables ; soit pour la concession d'un droit de passage d une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder à un ou plusieurs individus des droits ou privileges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter les droits ou la propriété d autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de a demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes, être signé de la part de ceux qui font la demande, et doit être publié dans la *Gazette Officielle de Quebec*, en anglais et en français, ainsi que dans un journa français et dans un journal anglais du distric que le bill concerne ; et s'il n'y a ni journal français ni journa anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être republié sans interruption, pendant au moins un mois, dans l'intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération, de la pétition ; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres permanents.

LEGISLATIVE ASSEMBLY

Private Bills

51. All application for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec within the perview of "The British North America Act 1867," whether for the erection of a Bridge ; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line ; the construction of improvement of a Harbor, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work ; the granting of a right of Ferry ; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company ; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality ; the levying of any local Assessment ; the division of any Municipality orof any County for purposes other than that of the representation in the Legislature ; he removal the site of a County Town or of any local Offices, the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession ; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to ang particular class of the community ; or for makiny any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application

2 Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be publishel in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language, in the district affected ; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration o the petition and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk o the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elle réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois ; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou de ces lettres patentes doit y être annexée.

"2. Les bills pour constitution de cités ou de villes, ou de compagnies à fonds social, ou de compagnies de chemins de fer, ne doivent contenir, en fait de clauses spéciales et de rigueur, que les dispositions dérogatoires aux Statuts refondus concernant les corporations de villes, [ou à *la loi des cités et villes*, 1903], ou à *la loi des clauses générales des compagnies à fonds social*, ou aux dispositions des Statuts refondus concernant les chemins de fer suivant la circonstance ; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre ; et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrière, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auxquels ces bills seront soumis, et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, d'architecte, d'ingénieur civil, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

"5*a*. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen ; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre indiquant en quoi il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas redigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, ou un avantage personnel ou collectif, ou deman-

52. In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

"2. Bills for the incorporating of Cities or Towns, or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from the provisions of the Revised Statutes respecting Town Corporations, [or from the "Cities and Towns' Act, 1903,"] or from the "Joint Stock Companies' General Clauses Act," or from the provisions of the Revised Statutes respecting Railways, as the case may be, but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred, with the names of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such Railways, turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committe shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician surveyor, architect, civil engineer, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desire to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management, approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time that the copy of the bill in order that it may be submitted to the Private Bills Committee.

"5*a*. All copies of Private Bills deposited to the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws.

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expenses.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, of corporate advantage, or for any amendment of any

dant quelqu'amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, quinze jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinq cents exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais, de plus $2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centins par page pour la correction et la revision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

"2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

"3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins quinze jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers cinq jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone ou d'éclairage, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

"3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

L. G. DESJARDINS,
4079 Greffier de l'Assemblée Législative.

existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, fifteen days before the opening of the Session a copy of such Bill in the English or French language, and shall, at the same time, deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 350 copies in English and 500 copies in French, an also $2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the Contractor.

"2. The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

"3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least fifteen days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first five days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or to amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

"3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

L. G. DESJARDINS,
4080 Clerk of the Legislative Assembly.

Demandes à la Législature

Avis est présentement donné que Théodule David, peintre, de la cité et du district de Montréal, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, afin d'obtenir une loi ratifiant un acte d'échange fait entre lui et Joseph Bourgeois et autres, de la dite cité de Montréal, devant Mtre Léandre Bélanger, N. P., le 27 août 1908, sous le No 19025 des minutes du répertoire du dit M. Bélanger.

BEAUDIN, LORANGER,
ST-GERMAIN & GUERIN,
Avocats du requérant.
Montréal, 12 novembre 1908. 4167

Avis public est par les présentes donné que les syndics de la paroisse de Saint-Prime s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi amendant la loi 7 Edouard VII, ch. 116, concernant la construction d'une nouvelle église à Saint-Prime, en y faisant les modifications introduites par 8 Edouard VII, ch. 142, à l'acte 7 Edouard VII, ch. 117, concernant la construction d'une nouvelle église à Saint-Joseph d'Alma, afin d'adopter un mode plus simple et économique pour préparer l'acte de cotisation et prélever les deniers nécessaires pour payer l'emprunt autorisé par la dite loi et pour autres fins.

L. A. CANNON,
Procureur des requérants.
Québec, 28 octobre 1908. 4047-3

Applications to the Legislature

Notice is hereby given that Théodule David, painter, of the city and district of Montreal, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain an act to ratify a deed of exchange made between himself and Joseph Bourgeois and others, of the said city of Montreal, before Mtre Léandre Bélanger, N. P., on the 27th of August, 1908, under No. 19025 of the minutes of said Mr. Bélanger.

BEAUDIN, LORANGER,
ST-GERMAIN & GUERIN,
Attorneys for petitioner.
Montreal, 12th November, 1908. 4168

Public notice is hereby given that the trustees (syndics) of the parish of Saint Prime will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to amend Act 7 Edward VII, chap. 116, respecting the construction of a new church at Saint Prime, by inserting therein the modifications made by 8 Edward VII, cap. 142, to the act 7 Edward VII, cap. 117, respecting the building of a new church at Saint Joseph d'Alma, in order to secure a simpler and cheaper procedure in preparing the assessment roll and levy the necessary moneys to pay the loan authorized by the said act and for other purposes.

L. A. CANNON,
Solicitor for applicants.
Quebec, 28th October, 1908. 4048

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin de ratifier et confirmer un acte de vente entre les héritiers de la succession de feu L. T. Macpherson et Alex. Moore *et al*, devant Campbell, N. P., 11 juillet 1908.

CHARLES M. HOLT,
Solliciteur des requérants.
Québec, 29 octobre 1908. 4021.4

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'incorporer "The Montreal League for the Prevention of Tuberculosis."

CHARLES M, HOLT,
Solliciteur des requérants.
Montréal, 29 octobre 1908. 4019.4

La Corporation du village de Rosemont s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander des amendements à sa charte et aux statuts qui l'amendent, concernant les matières suivantes : le droit de voter sur règlements du conseil ; les taxes, les emprunts et l'expropriation, et pour faire ratifier des règlements et un contrat accordant une franchise et une exemption de taxes à la "Montreal Park and Island Railway Co." 3979.4

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'amender la charte de "The Havana Trust Company", en changeant son nom pour celui de "The Trust Company of Canada", et en ajoutant à ses pouvoirs actuels les pouvoirs conférés aux compagnies semblables dans cette province, et pour autres fins.

CASGRAIN, MITCHELL & SURVEYER,
Procureurs des requérants.
Montréal, 12 novembre 1908. 4159.2

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session for an act to ratify and confirm a deed of sale between the heirs of the estate of the late L. T. Macpherson and Alex. Moore *et al*, before Campbell, N. P., 11th July, 1908.

CHARLES M. HOLT,
Solicitor for applicants.
Quebec, 29th October, 1908. 4022

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to incorporate "The Montreal League for the Prevention of Tuberculosis."

CHARLES M. HOLT,
Solicitor for applicants.
Montreal, 29th October, 1908. 4020

The Corporation of the village of Rosemont will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to ask for amendments to its charter and to the statutes amending it, relating to the following matters : the right to vote on by-laws of the council ; on taxes, loans and expropriation and for the purpose of ratifying by-laws and on a contract granting a franchise and an exemption from taxes to the Montreal Park and Island Railway Co." 3980

Notice is hereby given that, at the next session of the Legislature of the province of Quebec, application will be made for an act to amend the charter of the Havana Trust Company, by changing its name to the Trust Company of Canada, and by adding to its existing powers, the powers conferred upon similar companies in this province, and for other purposes.

CASGRAIN, MITCHELL & SURVEYER,
Attorneys for applicants.
Montreal, 12th November, 1908. 4160

Avis Divers

Canada,
Province de Québec,
District de Rimouki. } *Cour Supérieure.*
No 3735.

Dame Mathilda Perron, épouse de Jean-Baptiste Canuel, de la paroisse de Saint-Pierre du Lac (Cedar Hall), dûment autorisée à ester en justice aux fins des présentes, Demanderesse ;

vs

Le dit Jean-Baptiste Canuel, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 20e jour d'octobre 1908.

GAGNON & SASSEVILLE,
Procureurs de la demanderesse.
Rimouski, 13 novembre 1908. 4169

Province de Québec,
District des Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*
No 193.

Dame Albertine St-Onge, de la paroisse de Saint-Pierre les Becquets, district de Trois-Rivières, épouse commune en biens de Gédéon Beaudet, fils, commerçant, du même lieu, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son dit époux.

J. A. TESSIER,
Avocat de la demanderesse.
Trois-Rivières, 10 novembre, 1908. 4205

Miscellaneous Notices

Canada,
Province of Quebec,
District of Rimouski. } *Superior Court.*
No. 3735.

Dame Mathilda Perron, wife of Jean Baptiste Canuel, of the parish of Saint Pierre du Lac (Cedar Hall), duly authorized to appear in judicial proceedings, Plaintiff ;

vs

The said Jean-Baptiste Canuel, Defendant.

The said plaintiff has, on the 20th of October, taken an action for separation as to property against her husband, the defendant.

GAGNON & SASSEVILLE,
Attorneys for plaintiff.
Rimouski, 13th November, 1908. 4170

Province of Quebec,
District of Three Rivers. } *Superior Court.*
No. 193.

Dame Albertine St-Onge, of the parish of Saint Pierre les Becquets, district of Three Rivers, wife common as to property of Gédéon Beaudet, jr, merchant, of the same place, has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband.

J. A. TESSIER,
Attorney for plaintiff.
Three Rivers, 10th November, 1908. 4206

Province de Québec, District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

No 2610.

Dame Vicenza Gentile, épouse de Filippo Nucciaroni, tous deux des cité et district de Montréal, en ce jour, a été institué une action en séparation de biens contre le dit mari.

J. WILFRID PILON,
Avocat de la demanderesse.

Montréal, 7 novembre 1908. 4119-2

Province de Québec. District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

No. 2541.

Dame Marie Ange Delisle, épouse de George E. Morin, tous deux de la cité de Montréal, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son mari.

J. H. JOANETTE,
Procureur de la demanderesse.

Montréal, 13 octobre 1908. 3863-5

Province de Québec, District des Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*

No 154.

Dame Alphonsine Tremblay, de l'endroit appelé La Tuque, épouse commune en biens de John Power, journalier, du même lieu, duement autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit John Power, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée ce jour, en cette cause.

MARTEL & DUPLESSIS,
Procureurs de la demanderesse.

Trois-Rivières, 17 octobre 1908. 4101.3

Province de Québec, District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

No 186.

Alexina Turpin, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Joseph Saint-Jacques, Demanderesse ;

vs

Joseph St-Jacques, du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 28 octobre 1908.

GOSSELIN & LAMARCHE,
Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 28 octobre 1908. 4043.3

Province de Québec, District de Montréal. } *Cour Supérieure*

No 3570.

Dame Cordélia Jolivet, de la paroisse de Saint-Philippe, district de Montréal, épouse commune en biens de Azarie Guertin, commerçant, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice, a institué une action en séparation de biens contre son dit époux.

PELLETIER & LETOURNEAU,
Avocats de la demanderesse.

Montréal, 2 novembre 1908. 4085.3

Province de Québec, District de Richelieu. } *Cour Supérieure.*

No 4945.

Dame Anna Desrosiers, épouse commune en biens de Edouard Forcier, commerçant, de la paroisse de Berthier, dans le district de Joliette, duement autorisée par l'honorable juge de cette cour à ester en justice aux fins des présentes, Demanderesse ;

vs

Le dit Edouard Forcier, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le vingt-unième jour du mois d'août 1908

BERARD & DENIS,
Avocats de la demanderesse.

Sorel, 29 octobre 1908. 4045.3

Province of Quebec, District of Montreal. } *Superior Court.*

No. 2610.

Dame Vicenza Gentile, wife of Filippo Nucciaroni, both of the city of Montreal, has, this day, instituted an action for separation as to property against her husband.

J. WILFRID PILON,
Attorney for plaintiff.

Montreal, 7th November, 1908. 4120

Province of Quebec, District of Montreal. } *Superior Court.*

No. 2541.

Dame Marie Ange Delisle, wife of George E. Morin, both of the city of Montreal, has, this day, sued her husband in separation as to property.

J. H. JOANETTE,
Attorney for plaintiff.

Montreal, 13th October, 1908. 3864

Province of Quebec, District of Three Rivers. } *Superior Court.*

No. 154.

Dame Alphonsine Tremblay, of La Tuque, wife common as to property of John Power, a laborer, of the same place, duly authorized to appear in judicial proceeding, Plaintiff ;

vs

The said John Power, Defendant.

An action for separation as to property was, this day, instituted against defendant.

MARTEL & DUPLESSIS,
Attorneys for plaintiff.

Three Rivers, 17th October, 1908. 4102

Province of Quebec. District of Montreal. } *Superior Court.*

No. 186.

Alexina Turpin, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Joseph St-Jacques, Plaintiff ;

vs

Joseph St-Jacques, of the same place, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 28th October, 1908.

GOSSELIN & LAMARCHE,
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 28th October, 1908. 4044

Province of Quebec, District of Montreal. } *Superior Court.*

No. 3570.

Dame Cordelia Jolivet, of the parish of Saint Philippe, district of Montreal, wife common as to property of Azarie Guertin, trader, of the same place, duly autorized *à ester en justice*, has instituted an action for separation as to property against her said husband.

PELLETIER & LETOURNEAU,
Attorneys for plaintiff

Montreal, 2nd November, 1908. 4086

Province of Quebec, District of Richelieu. } *Superior Court.*

No. 4945.

Dame Anna Desrosiers, wife common as to property of Edouard Forcier, trader, of the parish of Berthier, in the district of Joliette, duly authorized by the Honourable judge of this court to appear in judicial proceedings in the present cause, Plaintiff ;

vs

The said Edouard Forcier, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, the twenty first day of the month of August, 1908.

BERARD & DENIS,
Attorneys for plaintiff.

Sorel, 29th October, 1908. 4046

Province de Québec.
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1067.

La demanderesse, Dame Marie Emma Tremblay, femme commune en biens de Hermel Thibault, commerçant, de la cité et du district de Montréal, judiciairement autorisée à ester en justice, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son mari, le dit Hermel Thibault.

EUGENE AUDET,
Procureur de la demanderesse.

Montréal, 3 novembre 1908. 4103.3

Province de Québec,
District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*
No. 136.

Dame Vitaline Sasseville, de la paroisse de Saint-Barnabé, dit district, épouse commune en biens de Eusèbe Cloutier, cultivateur, autrefois de la paroisse de Saint-Barnabé, et maintenant de lieux inconnus, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Eusèbe Cloutier, Defendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 28 octobre 1908.

BEAUPARLANT & MARIN,
Avocats de la demanderesse.

Saint-Hyacinthe, 28 octobre 1908. 3993.4

Cour Supérieure.—Beauce.
No 1694.

Eva Cimon, épouse commune en biens de Bénoni Drouin, marchand, de Shenley,

vs

Le dit B. Drouin.

La demanderesse a institué, ce jour, contre le défendeur, une action en séparation de biens.

LETELLIER & BOUFFARD,
Procureurs de la Demanderesse.

Saint-Joseph, 16 octobre 1908. 3873-5

Province de Québec,
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 3322.

Dame Eugénie Racine, épouse de Damase Moineau, de la cité et du district de Montreal, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son dit époux.

LAVALLÉE & DELFAUSSE,
Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 16 octobre 1908. 3875-5

Canada,
Province de Québec,
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
No 810.

Dame Amanda Langlois, du canton d'Orford, district de Saint-François, épouse commune en biens de Gustave Chouinard, boucher, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice par un des honorables juges de cette cour,
Demanderesse ;

vs

Le dit Gustave Chouinard, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 21e jour d'octobre 1908.

CAMPBELL & GENDRON,
Procureurs de la demanderesse.

3911-5

Avis est par le présent donné que "The Masonic Mutual Relief Association", corps incorporé, de Washington D. C., incorporée par Acte du Congrès, et autorisée à faire des affaires dans la province de Québec, a décidé de cesser de faire des affaires dans cette province et se retire d'icelle.

WILLIAM MONTGOMERY,
Secrétaire.

4163

Province of Quebec,
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1067.

The plaintiff, Dame Marie Emma Tremblay, wife common as to property of Hermel Thibault, trader, of the city and district of Montreal, judicially authorized to *ester en justice*, has, this day, instituted an action for separation as to property against her husband, the said Hermel Thibault.

EUGENE AUDET,
Attorney for plaintiff.

Montreal, 3rd November, 1908. 4104

Province of Quebec,
District of Saint Hyacinth. } *Superior Court.*
No. 136.

Dame Vitaline Sasseville, of the parish of Saint Barnabé, in the said district, wife common as to property of Eusèbe Cloutier, farmer, formerly of the parish of Saint Barnabé, and now of parts unknown, duly authorized to "ester en justice",
Plaintiff ;

vs

The said Eusèbe Cloutier. Defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause, on the 28th of October, 1908.

BEAUPARLANT & MARIN,
Attorneys for plaintiff.

Saint Hyacinth, 28th October, 1908. 3994

Superior Court.—Beauce.
No. 1694.

Eva Cimon, wife common as to property of Benoni Drouin, merchant, of Shenley,

vs

The said B. Drouin.

The plaintiff has, this day, instituted an action against the defendant, for separation as to property.

LETELLIER & BOUFFARD,
Attorneys for plaintiff.

Saint Joseph, 16th October, 1908, 3874

Province of Quebec,
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 3322.

Dame Eugenie Racine, wife of Damase Moineau, of the city and district of Montreal, has, this day, instituted an action in separation as to property against her said husband.

LAVALLÉE & DELFAUSSE,
Attorneys for plaintiff.

Montréal, 16th October, 1908. 3876

Canada,
Province of Quebec,
District of Saint Francis. } *Superior Court.*
No. 810.

Dame Amanda Langlois, of the township of Orford, in the district of Saint Francis, wife common as to property of Gustave Chouinard, of the same place, butcher, duly authorized *à ester en justice* by one of the Honorable judges of this court.
Plaintiff ;

vs

The said Gustave Chouinard, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 21st day of October, 1908.

CAMPBELL & GENDRON,
Attorneys for the plaintiff.

3912

Notice is hereby given that "The Masonic Mutual Relief Association", a body corporate of Washington, D. C,, chartered by Act of Congress, and licensed to do business in the province of Quebec, has decided to cease doing business in that province and withdraw therefrom.

WILLIAM MONTGOMERY,
Secretary.

4164

PROVINCE DE QUÉBEC.

MUNICIPALITÉ DU COMTE D'ARTHABASKA.

Aux habitants des municipalités locales du canton de Warwick et de la paroisse de Saint-Albert de Warwick, et à tous intéressés.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné par le soussigné, Louis Lavergne, secrétaire-trésorier de la municipalité du comté d'Arthabaska, résidant dans la ville d'Arthabaska, que le conseil de la municipalité du comté d'Arthabaska, à sa séance générale et trimestrielle tenue à Arthabaska, le douzième jour de juin mil neuf cent sept, a passé la resolution suivante :

Que les lots de terre numéros treize, quatorze, quinze, seize et dix-sept du cinquième rang du canton de Warwick, connus et désignés au cadastre officiel du canton de Warwick, sous les numéros six cent sept (607), six cent huit (608), six cent neuf (609), six cent dix (610), six cent onze (611), six cent douze (612), six cent treize (613), six cent quatorze (614), six cent quinze (615), six cent seize (616), six cent dix-sept (617), six cent dix-huit (618), six cent dix-neuf (619) et six cent vingt (620) soient détachés de la municipalité du canton de Warwick et annexés à la municipalité de la paroisse de Saint-Albert de Warwick, vu que la requête est signée par plus des deux tiers des électeurs de ce territoire, à qui appartiennent presque tous les lots de terre ci-dessus désignés, et qu'il reste encore plus de trois cents âmes dans la municipalité du canton de Warwick, vu que les avis publics ont été donnés régulièrement suivant la loi dans les deux dites municipalités, les vingt-trois et trente mars dernier suivant les dits avis publics et les retours de publication produits et lus à ce conseil, ce jour.

Ce conseil prenant en considération le fait que les requérants sont annexés pour les fins religieuses à la paroisse de Saint-Albert de Warwick, et qu'ils ont fait les procédures nécessaires pour être annexés à la municipalité de la paroisse de Saint-Albert de Warwick pour les fins scolaires.

Que par un décret de l'exécutif en date du dix novembre mil neuf cent huit, il a plu à monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec en conseil, d'approuver la dite résolution du conseil du comté d'Arthabaska, en date du douze juin mil neuf cent sept, détachant les dits lots de terre de la municipalité du canton de Warwick et les annexant à la municipalité de la paroisse de Saint-Albert de Warwick, dans le même comté d'Arthabaska, conformément aux dispositions des articles 33 et 41 du code municipal de la province de Québec.

Donné à Arthabaska, ce douze novembre mil neuf cent huit.

L. LAVERGNE,
4183 Secrétaire-trésorier, C. C. A.

Avis public est par le présent donné que la Compagnie de Chemin de Fer Canadien du Pacifique vendra aux enchères publiques, jeudi le dixième jour de décembre 1908, à dix heures a. m., au sous-sol de sa gare, rue Windsor, dont l'entrée est sur la rue Osborne, dans la cité de Montréal, les effets de bagage qui sont restés sans être réclamés, en la possession de la compagnie, l'espace de douze (12) mois.

La Compagnie de Chemin de Fer
Canadien du Pacifique,
par W. G. ANNABLE,
Agent général du bagage.

Montréal, 24 octobre 1908. 3887-5

PROVINCE OF QUEBEC.

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF ARTHABASKA.

To the inhabitants of the local municipalities of the township of Warwick and of the parish of Saint Albert de Warwick, and to all interested parties.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given by the undersigned, Louis Lavergne, secretary treasurer of the municipality of the county of Arthabaska, domiciled in the town of Arthabaska, that the council of the municipality of the county of Arthabaska, at its general and quarterly meeting held at Arthabaska, on the twelfth day of June, nineteen hundred and seven, has passed the following resolution :

That the lots of land numbers thirteen, fourteen, fifteen, sixteen and seventeen, in the fifth range of the township of Warwick, known and distinguished to the official cadastre of the township of Warwick, under the numbers six hundred and seven (607), six hundred and eight (608), six hundred and nine (609), six hundred and ten (610), six hundred and eleven (611), six hundred and twelve (612), six hundred and thirteen (613), six hundred and fourteen (614), six hundred and fifteen (615), six hundred and sixteen (616), six hundred and seventeen (617) six hundred and eighteen (618), six hundred and nineteen (619) and six hundred and twenty (620) be detached from the municipality of the township of Warwick and annexed to the municipality of the parish of Saint Albert de Warwick, whereas the petition is signed by more than the two thirds of the electors of this territory, to whom belong almost all the hereinabove mentioned lots of land, whereas there still remain more than three hundred souls in the municipality of the townhip of Warwick, whereas the public notices have been given regularly according to law in the two interested municipalities, the twenty third and thirtieth day of March last, according to the said public notices and certificates of publication produced and read to this council, this day.

This council taking in consideration the fact that the petitioners are annexed for religious purposes to the parish of Saint Albert de Warwick, and that they have made the necessary proceedings to be annexed to the municipality of the parish of Saint Albert de Warwick for school purposes.

That by an order bearing date the tenth day of November, nineteen hundred and eight, it has pleased to the Lieutenant Governor of the province of Quebec in council, to approve the said resolution of the council of the county of Arthabaska, bearing date the twelfth day of June, nineteen hundred and seven, detaching the said lots of land from the municipality of the township of Warwick and annexing them to the municipality of the parish of Saint Albert de Warwick, in the same county of Arthabaska, according to the dispositions of articles 33 and 41 of the municipal code of the province of Quebec.

Given at Arthabaska, this twelfth day of November, nineteen hundred and eight.

L. LAVERGNE,
4184 Secretary treasurer C. C. A.

Public notice is hereby given that the Canadian Pacific Railway Company will sell by public auction, on Thursday, the 10th day of December, 1908, at ten o'clock a. m., in the basement of its Windsor street station, with entrance on Osborne street, in the city of Montreal, the articles of unclaimed baggage which have remained in the possession of the company unclaimed for a space of twelve (12) months.

The Canadian Pacific
Railway Company,
per W. G. ANNABLE,
General Baggage Agent.

Montreal, 24th October, 1908. 3888

DEMEMBREMENT DE LA PAROISSE DU SAINT-ENFANT-JESUS.

Avis public est par le présent donné que, par autorité de Monseigneur l'Archevêque de Montréal, le territoire ci-après désigné, à savoir :

Au nord-est par la paroisse de Saint-Denis ; au sud-est partie par le centre des rues Saint-Viateur et Lauretta, et partie par la ligne limitative qui sépare les numéros 120, 119, 45 des numéros 121, 122, 46, au sud-ouest par le centre de la rue Hutchison, au nord-ouest, partie par la paroisse Saint-Jean-de-la-Croix, et partie par la paroisse Saint-Edouard ; a été démembré de la paroisse du Saint-Enfant Jésus pour devenir, le dit territoire total ci-haut désigné, la nouvelle paroisse de Saint-Georges et être les résidents sur ce dit territoire et les possesseurs des terrains indiqués, desservis par les curés ou desservants de la dite paroisse de Saint Georges, leur enjoignant de leur payer la dîme et les oblations telles qu'usitées et autorisées dans le diocèse, et de leur porter respect et obéissance dans toutes les choses qui appartiennent à la religion et qui intéressent leur salut.

EMILE PICHÉ,
Curé de Saint-Georges, Montréal.
Montréal, 11 novembre 1908. 4147-2

AVIS PUBLIC.

PROVINCE DE QUÉBEC.

Comté de Brome.—District de Bedford.

Avis public est par le présent donné qu'après l'expiration de deux mois de la première publication de cet avis, une demande sera fait au lieutenant-gouverneur en conseil, pour confirmer en faveur des requérants ci-après nommés deux actes de donation ou de transport de "The New York Yearly Meeting of the Religious Society of Friends" et "The Farnham Monthly Meeting of the Religious Society of Friends", deux corporations dûment incorporées suivant la loi, la première ayant son principal bureau et sa principale place d'affaires dans la cité de New-York, dans l'état de New-York, un des états-unis d'Amérique, et la dernière dans la partie est du canton de Farnham, dans le dit comté de Brome et district de Bedford, passés devant Moses O. Hart, notaire, le huitième jour de janvier 1906, des morceaux de terre suivants, pour les fins d'un cimetière chrétien protestant, les dits morceaux de terre étant les lots numéros vingt-neuf (29) et deux cent cinquante-trois (253), des plan et livre de renvoi officiels de la partie est du canton de Farnham, dans le dit comté de Brome et district de Bedford, et pour incorporer les dits requérants en une société de sépulture sous le nom de "The Friends Union Cemetery Company", avec pouvoir de prendre les dits lots de terre et acquérir tel autre terrain joignant les dits lots qui peut être nécessaire à l'avenir, le tout conformément aux articles 5253 et suivants et amendements des statuts revisés de Québec, au sujet des compagnies de cimetière.

Les noms et résidences au long des dits requérants sont comme suit : Philip W. Faber, Merritt Stevens et Eli W. Hall, tous de la partie est du canton de Farnham, dans le dit district de Bedford, et Moses H. Bedee, du village de Knowlton, dans le dit district de Bedford, et Robert H. Strange, du village de Cowansville, dans le dit district.

J. E. FAY,
Procureur des requérants.
Knowlton, Qué., 2 novembre 1908. 4071.3

DISMEMBERMENT OF THE PARISH OF SAINT ENFANT JESUS.

Public notice is hereby given that, by authority of His Grace the Archibishop of Montreal, the territory hereinafter described, to wit :

On the north east by the parish of Saint Denis ; on the south east partly by the centre of Saint Viateur and Lauretta streets, and partly by the boundary line which separates numbers 120, 119, 45 from numbers 121, 122, 46 ; on the south west by the centre of Hutchison street, on the north west, partly by the parish of Saint Jean de la Croix, and partly by the parish of Saint Edward ; has been dismembered from the parish of Saint-Enfant Jésus to become, the whole of the said territory herein above described, the new parish of Saint George ; the residents of the said territory and the possessors of the lands indicated, served by the *curé* and assistants of the said parish of Saint George, enjoining upon them to pay the tithes and fulfil the usual obligations authorized in the said diocese, and to pay them respect and obedience in all things appertaining to religion and which concern their salvation.

EMILE PICHÉ,
Curé of Saint George, Montreal.
Montreal, 11th November, 1908. 4148

PUBLIC NOTICE.

PROVINCE OF QUEBEC.

County of Brome—District of Bedford.

Public notice is hereby given that after the expiry of two months from the first publication of this notice, application will be made to the Lieutenant Governor in Council, to confirm to or in favor of the hereinafter named applicants two certain deeds of gift or grants from "The New York Yearly Meeting of the Religious Society of Friends" and "The Farnham Monthly Meeting of the Religious Society of Friends", two corporations duly incorporated according to law, the former having its chief office and principal place of business in the city of New York, one of the united states of America, and the latter in the east part of the township of Farnham, in the said county of Brome and district of Bedford, passed before Moses O. Hart, notary, on the eighth day of January, 1906, of the following pieces or parcels of land, for the purposes of a protestant christian burying ground or cemetery, the said pieces of land being lots numbers twenty nine (29) and two hundred and fifty three (253), of the official plan and book of reference of the east part of the township of Farnham, in the said county of Brome and district of Bedford, and to incorporate the said applicants into a burial society to be known as "The Friends Union Cemetery Company", with power to take over said lots of land and to acquire such further land adjoining said lots as may become necessary in the future, the whole in conformity with articles 5253 and seq., and amendments, thereto of the revised statutes of Quebec, regarding cemetery companies.

The names and residences in full of the said applicants are as follows : Philip W. Taber, Merritt Stevens and Eli W. Hall, all of the east part of the township of Farnham, in said district of Bedford, and Moses H. Bedee, of the village of Knowlton, in said district of Bedford, and Robert H. Strange of the village of Cowansville, in said district.

J. E. FAY,
Attorney for applicants.
Knowlton, Que., 20th November, 1908. 4072

Avis de Faillites

Saint-Hyacinthe.—Q é.

Thos. Fee & Son, Requérant cession ;
vs
Desautel & Lafrenaye, Cédants ;
et
J N. Cabana, Curateur.

Un premier et final bordereau de collocation a été préparé en cette cause ; les collocations seront payables au bureau du soussigné, en la cité de Saint-Hyacinthe, dit district, après le 1er décembre prochain, 1908.

Toute contestation à tel bordereau devra être produite entre nos mains avant cette dernière date.

J. N. CABANA,
Curateur.

Saint-Hyacinthe, 10 novembre 1908. 4165

Province de Quebec, District de Montreal. } *Cour Supérieure.*

In re Crescent Hat Works, Montréal, Failli.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé dans cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 8e jour de décembre 1908, le et après laquelle date les dividendes seront payables au bureau des soussignés.

ARTHUR W. WILKS,
J. WILFRID MICHAUD,
Curateurs conjoints.

Bureau de Wilks & Michaud,
205, rue Saint-Jacques.
Montréal, 21 novembre 1908. 4181

Cour Supérieure.—Saint-Hyacinthe.
No 24.

Avis est par le présent donné que Dame Victoria Perrault et Raoul Honorius Leduc, tous deux de la ville d'Acton, district de Saint-Hyacinthe, où ils ont fait affaires sous le nom de Leduc & Cie, ont, ce jour, 13 novembre 1908, à la requisition de François Morin, père, bourgeois, du même lieu, fait cession de leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers au bureau du protonotaire de ce district.

J. U. BEAUREGARD,
Avocat du requérant-cession et gardien provisoire nommé à la dite faillite.

Saint-Hyacinthe, 13 novembre 1908. 4185

Province de Québec, District de Montréal. } *Cour Supérieure*

In re P. J. Kavanagh, hôtelier, Failli

Avis est par les présentes donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé par nous, et sera payable à nos bureaux, 55, rue Saint-François Xavier, Montréal, le ou après le 9 décembre 1908.

Toute contestation à ce dividende doit nous être déposée avant la date sus-mentionnée.

P. J. CHARTRAND,
P. L. TURGEON,
Curateurs conjoints.

55, Saint-François-Xavier, Montréal. 4199

Cour Supérieure.—Beauce.

In re A. Fortier & Cie, Beauceville, Faillis.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé et sera sujet aux oppositions jusqu'au premier décembre prochain, après quoi le dividende sera payable à mon bureau.

ALFRED LEMIEUX,
Curateur.

No 5, rue Notre-Dame.
Lévis, 14 novembre 1908. 4203

Bankrupt Notices

Saint Hyacinth—Que.

Thos. Fee & Son, Plaintiff ;
vs
Desautel & Lafrenaye, Insolvents ;
et
J. N. Cabana, Curator.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter ; the collocations shall be payable at the office of the undersigned, in the city of Saint Hyacinth, in the said district, after the 1st day of December next, 1908.

Any contestation to such dividend must be produced and deposited with us before this last date.

J. N. CABANA,
Curator.

Saint Hyacinth, 10th November, 1908. 4166

Province of Quebec, District of Montreal. } *Superior Court.*

In re Crescent Hat Works, Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter, which will be open to objection until 8th December, 1908, on and after which date dividends will be payable at the office of the undersigned.

ARTHUR W. WILKS,
J. WILFRID MICHAUD,
Joint curators.

Office of Wilks & Michaud,
205, Saint James street.
Montreal, 21st November, 1908. 4182

Superior Court.—Saint Hyacinth.
No. 24.

Notice is hereby given that Dame Victoria Perrault and Raoul Honorius Leduc, both of the town of Acton, district of Saint Hyacinth, where they did business under the name of Leduc & Cie., have, this day, 13th November, 1908, at the request of François Morin, senior, gentleman, of the same place, made an abandonment of their assets for the benefit of their creditors, at the office of the prothonotary of this district.

J. U. BEAUREGARD,
Advocate of the creditor demanding abandonment and provisional guardian appointed to this insolvency.

Saint Hyacinth, 13th November, 1908. 4186

Province of Quebec. District of Montreal. } *Superior Court.*

In re P. J. Kavanagh, hotelkeeper, Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend has been prepared by us, and will be payable at our offices, 55, Saint François Xavier street, Montreal, on or after the 9th of December, 1908.

Any contestation to said dividend sheet must be deposited with us before the date above mentioned.

P. J. CHARTRAND,
P. L. TURGEON,
Joint curators.

55, Saint François Xavier, Montreal. 4200

Superior Court.—Beauce.

In re A. Fortier & Cie, Beauceville, Insolvents.

A first and final dividend sheet has been prepared and will be opened to objection until the first December next, after which dividend will be payable at my office.

ALFRED LEMIEUX,
Curator

No. 5, Notre Dame street.
Levis, 14th November, 1908. 4204

Province de Québec,
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 218.

Dans l'affaire de Reinhardt Mfg Co.,
Demandeur ;

vs

Frs Dufour, Défendeur.

Avis est par le présent donné que, le 17ème jour de novembre 1908, par ordre de la cour, j'ai été nommé curateur à la succession du défendeur, qui a fait un abandon judiciaire de tous ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

Toutes réclamations devront être produites d'ici à un mois.

J. M. MARCOTTE,
Curateur.

No 107, rue Saint-Jacques.
Montréal, 17 novembre 1908. 4201

Canada,
Province de Québec,
District de Terrebonne. } *Cour Supérieure.*
No 146.

Dans l'affaire de Davis & Lawrence Company, corporation incorporée sous les lois de l'état de New-York, et ayant son principal bureau d'affaires pour la province de Québec en la cité et district de Montréal, et duement représentée aux fins des présentes par H. Lawrence Davis, des cité et district de Montréal, gérant général pour la province de Québec, et gérant local de la dite compagnie pour le district de Terrebonne,
Créancière requérant cession ;

vs

Michel Ouimet, de Sainte-Thérèse de Blainville, district de Terrebonne, pharmacien,
Débiteur insolvable.

Avis est par le présent donné que le dit débiteur à fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire soussigné.

GRIGNON & FORTIER,
Protonotaire, C. S.

Sainte-Scholastique, 14 novembre 1908. 4195

Province de Québec,
District des Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*

O. N. Frechette, commerçant, de Montréal,
Requérant cession ;

vs

Louis Denoncourt, boulanger, de la cité des Trois-Rivières, Débiteur cédant.

Avis est donné aux créanciers du débiteur cédant, que ce dernier a, ce jour, fait cession de ses biens au bureau du protonotaire de ce district, pour le bénéfice de ses créanciers et qu'en vertu d'une ordonnance rendue ce jour par sa seigneurie le juge Cooke, ses créanciers sont convoqués en assemblée au palais de justice en la cité de Trois-Rivières, le 27 novembre courant, à 10 heures A. M., pour le choix d'un curateur et des inspecteurs à ses biens.

F. S. TOURIGNY,
Procureur du requérant cession.

Trois-Rivières, 12 novembre 1908. 4179

Province de Québec,
District de Montréal. } *Cour Supérieure*

Dans l'affaire de S. Brown, marchand, de Montréal,
Failli.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé suivant la loi en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 9 décembre 1908, après lequel jour les dividendes seront payable à mon bureau.

NAPOLEON ST. AMOUR,
Curateur.

11, Place d'Armes.
Montréal, 21 novembre 1908. 4213

Province of Quebec,
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 218.

In the matter of Reinhardt Mfg Co..
Plaintiff ;

vs

Frs Dufour, Defendant.

Notice is hereby given that, on the 17th day of November, 1908, by order of the court, I was appointed curator to the estate of the said defendant, who has made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors.

Claims must by fyled within a month.

J. M. MARCOTTE,
Curator.

No. 107, Saint James street.
Montreal, 17th November, 1908. 4202

Canada,
Province of Quebec,
District of Terrebonne } *Superior Court.*
No. 146.

In the matter of Davis & Lawrence Coy, company incorporated under the laws of the state of New York, and having its principal business office for the province of Quebec, in the city and district of Montreal, and duly represented to the effect of these presents by H. Lawrence Davis, of the city and district of Montreal, general manager for the province of Quebec, and local manager of the said company for the district of Terrebonne,
Creditor demanding assignment ;

vs

Michel Ouimet of Sainte Thérèse de Blainville, district of Terrebonne, apothecary,
Insolvent debtor.

Notice is hereby given that the said debtor has made an abandonment of his property for the benefit of his creditors, at the office of the undersigned prothonotary.

GRIGNON & FORTIER,
Prothonotary S. C.

Sainte Scholastique, 14th November, 1808. 4196

Province of Quebec,
District of Three Rivers. } *Superior Court.*

O. N. Frechette, trader, of Montreal,
Creditor demanding insolvency ;

vs

Louis Denoncourt, baker, of the city of Three Rivers, Insolvent debtor.

Notice is given to the creditors of the insolvent debtor, that the latter has, this day, made an abandonment of his assets at the office of the prothonotary of this district, for the benefit of his creditors, and that in virtue of an order issued this day by His Lordship Judge Cooke, his creditors are summoned to a meeting at the court house, in the city of Three Rivers, the 27th of November next, at 10 o'clock a. m., for the choice of a curator and inspector to his assets.

F. S. TOURIGNY,
Attorney for the creditor demanding insolvency.

Three Rivers, 12th November, 1908. 4180

Province of Quebec,
District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of S. Brown, merchant, of Montreal,
Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared, according to law in this matter, and will be subject to objection until the 9th of December, 1908, after which date the dividends will be payable at my office.

NAPOLEON ST. AMOUR,
Curator.

11, Place d'Armes.
Montreal, 21st November, 1908. 4214

Cour Supérieure.—Beauce.

In re Longchamp & Gosselin, Faillis.

Avis est par le présent donné que, par ordre de la cour, j'ai été nommé curateur en cette affaire.

Les créanciers sont requis de produire devant moi leurs réclamations sous un mois.

ALFRED LEMIEUX,
Curateur.

Lévis, 18 novembre 1908. 4217

Superior Court.—Beauce.

In re Longchamp & Gosselin, Insolvents.

Notice is hereby given that, by order of the court, I have been appointed curator to this estate.

Creditors are requested to fyle their claims with me until one month.

ALFRED LEMIEUX,
Curator.

Levis, 18th November, 1908. 4218

Vente de Faillite

Province de Québec, District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

No 183.

In re J. Onésime Giroux, Montréal, Failli ;

et

Harry V. Duggan et Joseph Desautels, comptables, Curateurs.

Les soussignés à ce autorisés par un jugement de l'honorable juge Mathieu, vendront par encan public, par l'entremise de MM. Marcotte Frères, encanteurs, au bureau de ces derniers, au No 69, de la rue Saint-Jacques, dans la cité de Montréal, MERCREDI, le DEUXIEME jour de DECEMBRE 1908, à 11 heures A. M., les droits indivis que peut avoir le failli dans et sur l'immeuble ci-après décrit, ainsi qu'une créance hypothécaire de $500.00 sur le dit immeuble, à savoir :

Un lot de terre ou emplacement situé dans le quartier Saint-Jacques, dans la cité de Montréal, faisant front sur la rue Amherst, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Saint-Jacques, sous le numéro neuf cent soixante-trois—avec une maison et autres bâtisses y érigées, avec le droit en commun avec ceux y ayant droit dans un passage mitoyen établi entre le lot présentement décrit et celui portant le numéro neuf cent soixante deux, aux dits plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Saint-Jacques.

Pour être vendu aux conditions qui seront lues au moment de la vente, lesquelles sont fixées au cahier des charges préparé par les curateurs soussignés et déposé à leur bureau.

H. V. DUGGAN,
JOS. DESAUTELS,
Curateurs.

No. 219, Board of Trade Bldg, Montréal.

Montréal, 28 octobre 1908. 3995-2

Insolvent Sale

Province of Quebec, District of Montreal. } *Superior Court.*

No. 183.

In re J. Onésime Giroux, Montreal, Insolvent ;

and

Harry V. Duggan and Joseph Desautels, accountants, Curators.

The undersigned thereto authorized by a judgment of the Honorable judge Mathieu, will sell by public auction through Messrs. Marcotte Frères, auctioners, at the office of these latter, at No. 69, Saint James street, in the city of Montreal, on WEDNESDAY, the SECOND day of DECEMBER, 1908, at 11 o'clock A. M., the undivided rights which the insolvent may have in and upon the immoveable property hereinafter described, as well as an hypothecary debt of $500.00 on the said immoveable property, to wit :

A lot of land or emplacement situate in Saint James ward, in the city of Montreal, fronting on Amherst street, known and designated on the official plan and book of reference of said Saint James ward, under the number nine hundred and sixty three—with a house and other buildings thereon erected with the right in common with those having the right in a dividing passage established between the lot above described and that bearing the number nine hundred and sixty two, on the said official plan and book of reference of the said Saint James ward.

To be sold on the conditions which will be read at the time of the sale, which are fixed in the list of charges prepared by the undersigned curators and filed in their office.

H. V. DUGGAN,
JOS. DESAUTELS,
Curators.

No, 219, Board of Trade Building, Montreal.

Montreal, 28th October, 1908. 3996

Ordre de Cour

Dans la Cour Suprême du Transvaal à Pretoria.

Harriet Lewis (née Griffiths), Demandresse ;

et

Robert Lewis, Défendeur.

Il est ordonné au défendeur de comparaître devant cette cour le 7e jour de janvier 1909.

Par ordre de la cour.

C. F. RORKE,
Régistraire de la Cour Suprême.

Pretoria, 5 octobre 1908. 4215

Order of the Court

In the Supreme Court of the Transvaal at Pretoria.

Harriet Lewis (born Griffiths), Plaintiff ;

and

Robert Lewis, Defendant.

The defendant is ordered to appear to this court on the 7th day of January, 1909.

By order of the court.

C. F. RORKE,
Registrar of the Supreme Court.

Pretoria, 5th October, 1908. 4216

Licitation

Canada,
Province de Québec,
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*

LICITATION.

Avis public est par le présent donné que, par et en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Sherbrooke, dans le district de Saint-François, le cinquième jour de novembre mil neuf cent huit, dans une cause dans laquelle Dame Oméline Emma Aubertin, de la cité de Montréal, district de Montréal, épouse séparée de biens par contrat de mariage de Joseph Prisque Normand, comptable, de la cité de Montréal, district de Montréal, et le dit Joseph Prisque Normand pour autoriser sa dite épouse à ester en justice, sont Demandeurs ; et Joseph Prisque Normand, de la cité de Montréal, district de Montréal, comptable, en sa qualité de tuteur dûment nommé à Marianna Jasmin, Armand Jasmin, Alphonse Jasmin, Israël Jasmin, enfants mineurs issus du mariage de feu Louis Jasmin, en son vivant menuisier, de Coaticook, et de la dite Dame Omeline Emma Aubertin, est Défendeur, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir :

Ce certain morceau de terre connu et désigné sur les plan et livre de renvoi officiels de la ville de Coaticooke, comme étant les lots numéros huit cent huit et huit cent neuf, du plan, cadastre et livre de renvoi officiels pour le village de Coaticook—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le DIX-HUITIEME jour de DECEMBRE mil neuf cent huit, cour tenante, dans la chambre d'audience du palais de justice, du district de Saint-François, à la cité de Sherbrooke ; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour ; et toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit, pour la vente et adjudication ; et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication, et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forclises du droit de la faire.

PANNETON & LEBLANC,
Procureurs des demandeurs.

Sherbrooke, 6 novembre 1908. 4117-2

[Première publication, 14 novembre 1908.]

Licitation

Canada,
Province of Quebec,
District of Saint Francis. } *Superior Court.*

LICITATION.

Notice is hereby given that, by and in virtue of a judgment of the superior court, sitting at Sherbrooke, in the district of Saint Francis, the fifth day of November, nineteen hundred and eight, in a cause in which Dame Oméline Emma Aubertin, of the city of Montreal, district of Montreal, wife separated as to property by marriage contract from Joseph Prisque Normand, accountant, of the city of Montreal, district of Montreal, and the said Joseph Prisque Normand to authorize his said wife to appear in judicial proceedings, are Plaintiffs ; and Joseph Prisque Normand, of the city and district of Montreal, accountant, in his quality of duly named tutor to Marianna Jasmin, Armand Jasmin, Alphonse Jasmin, Israël Jasmin, minor children issue of the marriage of the late Louis Jasmin, in his lifetime joiner, of Coaticook, and of the said Dame Oméline Emma Aubertin, is Defendant, ordering the licitation of certain immovables, described as follows, to wit :

That piece of land known and described on the official plan and book of reference of the town of Coaticook, as lots numbers eight hundred and eight and eight hundred and nine, of the plan, cadastre and official book of reference for the village of Coaticook—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

The immoveable above described will be put up to auction and adjudged to the last and highest bidder, the EIGHTEENTH day of DECEMBER, nineteen hundred and eight, sitting the court, in the court room of the court house, of the district of Saint Francis, in the city of Sherbrooke ; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of the said court; and all opposition to annul, to secure charges or to withdraw from the said licitation shall be filed in the office of the prothonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and all oppositions for payment shall be filed within six days after the adjudication, and in default by the parties to fyle the said oppositions in the delays hereby prescribed, they shall be foreclosed from so doing.

PANNETON & LEBLANC,
Attorneys for plaintiffs.

Sherbrooke, 6th November, 1908. 4118

[First published, 14th November, 1908.]

Ventes par le Shérif—Arthabaska

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir: No 238. } THE EASTERN TOWNSHIPS' BANK, Demanderesse ; contre J. C. NOEL ET AL, Défendeurs.

Un emplacement étant le lot cent soixante-dix-neuf (179), du cadastre officiel et livre de renvoi pour le village de Kingsville, maintenant la ville de Thetford Mines—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Cette vente est soumise à la réserve des droits de mines et autres réserves, restrictions et stipulations

Sheriff's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit: No. 238. } THE EASTERN TOWNSHIPS' BANK, Plaintiff : against J. C. NOEL ET AL, Defendants.

An emplacement being the lot one hundred and seventy nine (179), of the official cadastre and book of reference of the village of Kingsville, now the town of Thetford Mines—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

This sale is made subject to the reserve of the rights of mines and other reserves, restrictions and

contenues en un acte de vente de MM. King Bros. au Révd. J. A. D'Auteuil, en date du 27 juillet 1887, devant Mtre J. G. Couture, notaire.

Aussi à la charge d'une rente annuelle constituée de six piastres par an, payable aux Révérendes Sœurs de la Charité.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Alphonse de Thetford, le VINGT-DEUXIEME jour de DECEMBRE prochain 1908, à NEUF heures du matin.

P. L. TOUSIGNANT,
Bureau du shérif, Shérif.
Arthabaska, 17 novembre 1908. 4191
[Première publication, 21 novembre 1908.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour de Circuit.—Comté de Drummond.

Arthabaska, à savoir : No 923. } DIDACE GUEVREMONT, Demandeur ; contre NORBERT MARTIN, Défendeur.

Une terre étant la moitié nord-ouest du lot de terre connu et désigné comme étant le numéro vingt-six (½ N.-O. 26), du sixième rang de Simpson, aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Simpson ; tenant d'un côté au sud-est à Frank Lahaie, de l'autre côté au nord-ouest au lot numéro vingt-cinq du susdit rang. A distraire de ce lot un terrain ou emplacement appartenant à Anastase Valois ou représentant, de la contenance d'un arpent et demi de largeur parallèlement au chemin de front des sixième et septième rangs, sur un arpent de largeur ; tenant en avant au chemin de front susdit, en arrière, au sud-ouest et d'un côté au sud-est au dit numéro vingt-six au dit demandeur, et de l'autre côté au nord-ouest au lot numéro vingt-cinq du dit cadastre officiel.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Lucien, le VINGT-QUATRIEME jour de DECEMBRE prochain 1908, à l'heure du MIDI.

P. L. TOUSIGNANT,
Bureau du Shérif, Shérif.
Arthabaska, 17 novembre 1908. 4193
[Première publication, 21 novembre 1908.]

stipulations contained in a deed of sale of Messrs. King Bros. to the Rev. J. A. D'Auteuil, executed in the presence of master J. G. Couture, notary, on the 27th of July, 1887.

Also subject to a yearly constituted rent of six dollars to the Reverend Sisters of Charity.

To be sold at the parochial church door of Saint Alphonse of Thetford, on the TWENTY SECOND day of DECEMBER next, 1908, at NINE o'clock in the forenoon.

P. L. TOUSIGNANT,
Sheriff's Office, Sheriff.
Arthabaska, 17th November, 1908. 4192
[First published, 21st November, 1908.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Circuit Court.—County of Drummond.

Arthabaska, to wit : No. 923. } DIDACE GUEVREMONT, Plaintiff ; against NORBERT MARTIN, Defendant.

A piece of land being the north west half of the lot of land known and described as being the lot number twenty six (½ N. W. 26), of the sixth range of Simpson, on the official plan and book of reference for the township of Simpson ; bounded on one side to the south east by Frank Lahaie, on the other side, to the north west by lot number twenty five of the said range. To be distracted from this lot an emplacement belonging to Anastase Valois or representative, containing one and a half arpent in width parallel to the road of the sixth and seventh ranges, by one arpent in width ; bounded in front by the above front road, in the rear, to the south west, and on one side at the south east by the lot number twenty six by said plaintiff, and on the other side to the north west by lot twenty five of said official cadastre.

To be sold at the parochial church door of Saint Lucien, on the TWENTY FOURTH day of DECEMBER next, 1908, at the hour of NOON.

P. L. TOUSIGNANT,
Sheriff's Office, Sheriff.
Arthabaska, 17th November, 1908. 4194
[First published, 21st November, 1908.]

Ventes par le Shérif—Beauharnois

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Beauharnois.

Province de Québec, District de Beauharnois. No 1636. } WILLIAM R. WEBSTER, Demandeur ; contre JEAN-BTE HOULE, Défendeur.

Un emplacement sis et situé dans la cité de Salaberry de Valleyfield, etconnu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la ville de Salaberry de Valleyfield, sous le numéro trois cent soixante et cinq (365)—avec les bâtisses sus érigées.

Pour être vendu au bureau du shérif, au palais de justice, en la cité de Salaberry de Valleyfield, MARDI, le premier jour de DECEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

PHILEMON LABERGE,
Bureau du shérif. Shérif.
Salaberry de Valleyfield, 27 octobre 1908.
3977-2
[Première publication, 31 octobre 1908].

Sheriff's Sales—Beauharnois

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Beauharnois

Province of Quebec, District de Beauharnois, No. 1636. } WILLIAM R. WEBSTER, Plaintiff ; against JEAN-BTE. HOULE, Defendant.

A lot of land lying and situate in the city of Salaberry of Valleyfield, and known and designated on the official plan and book of reference of the town of Salaberry of Valleyfield, under the number three hundred and sixty five (365)—with the buildings thereon erected.

To be sold at the sheriff's office, in the court house, in the city of Salaberry de Valleyfield, on TUESDAY, the FIRST day of DECEMBER next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

PHILEMON LABERGE,
Bureau du Shérif, Shérif.
Salaberry de Valleyfield, 27th October 1908.
3978
[First published, 31st October, 1908.]

Ventes par le Shérif—Kamouraska

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Kamouraska.

Fraserville, à savoir : No 4052. } PAUL BEAULIEU, ferblantier, de la paroisse de Saint-Hubert, Témiscouata, Demandeur ; contre ADRIEN MORIN, cultivateur, de la paroisse de Saint-Hubert, Défendeur en cette cause conjointement avec Elias Morin, cultivateur, du même lieu.

Tous les droits de réméré de Adrien Morin, défendeur, et lui résultant : 1° d'un acte de vente à réméré consenti originairement à Georges Azarie Binet par Epiphane Caron, le 2 décembre 1905, suivant acte reçu devant Mtre J. A. Foisy, notaire, et enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Témiscouata, sous le No 38652 ; 2° d'un acte de vente à réméré et d'extension de délai du réméré ci-dessus consenti tant par le dit Adrien Morin que par le dit G. A. Binet, le dix-neuf décembre 1907, devant Mtre J. A. Foisy, notaire, et enregistré au dit bureau d'enregistrement sous le No 41204, et affectant les dits droits et facultés de réméré, les lots suivants, savoir :

(*a*) Une terre étant connue et désignée au cadastre officiel du comté de Témiscouata, pour le troisième rang du canton Demers, comme étant la partie est du lot No 14B, mesurant un arpent et une perche de largeur sur la profondeur du dit lot, et comme étant le lot quinze A, mesurant les mêmes largeur et profondeur.

(*b*) Une terre étant maintenant connue et désignée sous les numéros seize A et seize B (16A et 16B), du cadastre officiel de Témiscouata, pour le quatrième rang du dit canton Demers.

Pour être vendus en un seul lot, à la porte de l'église de Saint-Hubert, le VINGT-TROISIEME jour de DECEMBRE 1908, à DEUX heures de l'après-midi.

P. EUG. MARTIN,
Bureau du shérif. Shérif.
Fraserville, 18 novembre 1908. 4223
[Première publication, 21 novembre 1908.]

Sheriff's Sales—Kamouraska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Kamouraska.

Fraserville, to wit : No. 4052. } PAUL BEAULIEU, tinsmith, of the parish of Saint Hubert Temiscouata, Plaintiff ; against ADRIEN MORIN, farmer, of the parish of Saint Hubert, Defendant in this cause jointly with Elias Morin, of the same place, farmer.

All the rights of redemption of Adrien Morin, the defendant, and to him accruing : 1. Under a deed of sale of redemption originally granted to Georges Azarie Binet by Epiphane Caron, on the 2nd of December, 1905, under a deed passed before Mtre J. A. Foisy, notary, and registered in the registry office of the county of Temiscouata, under the number 38652 ; 2. Under a deed of sale of redemption and of extension of delay of redemption above granted as well by the said Adrien Morin as by the said G. A. Binet, on the nineteenth of December, 1907, before Mtre J. A. Foisy, notary, and registered at the said registry office, under the number 41204, and the said rights and powers of redemption affecting the following lots, to wit :

(*a*) A piece of land known and distinguished on the official cadastre of the county of Temiscouata, for the third range of the township of Demers, as being the east part of lot number 14 B, measuring one arpent and one perch in width on the depth of the said lot, and as being the lot fifteen A, measuring the same width and depth.

(*b*) A piece of land now known and distinguished as the numbers sixteen A and sixteen B (16 A and 16 B), of the official cadastre of Temiscouata, for the fourth range of the said township of Demers.

To be sold as a single lot, at the church door of Saint Hubert, on the TWENTY THIRD day of DECEMBER, 1908, at TWO o'clock in the afternoon.

P. EUG. MARTIN,
Sheriff's office, Sheriff.
Fraserville, 18th November, 1908. 4224
[First published, 21st November, 1908.]

Ventes par le Shérif—Pontiac

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que plus bas mentionné.

FIERI FACIAS DE TERRIS.
District de Pontiac.

Province de Québec, District de Pontiac. No. 976. } GEORGE E. JEWELL vs YULIE CARLSON, à savoir :

Ce morceau de terre connu et désigné comme lot numéro dix-huit, conformément à la subdivision du lot numéro un, du rang A, du canton de Mansfield, situé sur le côté sud de la rue principale, et étant au coin des rues Principale et Romain, dans le village de Fort Coulonge, ayant soixante-six pieds de largeur et quatre-vingt-dix-neuf pieds de profondeur —avec bâtisses quarante et un pieds de front sur cinquante-trois de profondeur ; borné comme suit : vers le nord est en front par la rue Principale, vers le sud est par la propriété de Colton Bros, à l'ouest ou en arrière par le lot cent, la propriété du créancier hypothécaire, au nord par la propriété de James W. Hennessey et la rue Romain, située entre

Sheriff's Sales—Pontiac

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.
District of Pontiac.

Province of Quebec, District of Pontiac. No. 976. } GEORGE E. JEWELL ; vs YULIE CARLSON, to wit :

That piece or parcel of land being known and designated as lot number eighteen, according to the subdivision of lot number one, of range A, of the township of Mansfield, being on the south side of Main street, and being on the corner of Main and Romain streets, in the village of Fort Coulonge, and being sixty six feet in width and ninety nine feet in depth—with buildings forty one feet frontage by fifty three in depth, and bounded as follows : towards the north east, or front, by Main street, towards the south east by the property of Colton Bros, on the west, or rear, by lot one hundred, the property of the mortgager, on the north by the property of James W. Hennessey and Romain

les dites propriétés, le tout conformément aux plan et livre de renvoi officiels et conformément à une subdivision d'iceux faite par James W. Hennessey, et étant la propriété achetée par le créancier hypothécaire, par acte de vente dûment enregistré dans le bur au d'enregistrement du comté de Pontiac, première division, le 19 octobre 1903, dans le livre " B ", vol. 10, folio 29, numéro 19206.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement pour le comté de Pontiac, première division, dans le village de Bryson, comté de Pontiac, le VINGT-TROISIEME jour de DECEMBRE prochain (1908), à DIX heures de l'avant-midi.

CORNELIUS McNALLY,
Bureau du Shérif, Député-Shérif.
Bryson, 16 novembre 1908. 4197
[Première publication, 21 novembre 1908.]

Ventes par le Shérif—St-François

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Saint-François
Saint-François, à savoir : No 708. } ONESIME NAULT, Demandeur ; contre
STANISLAS DESPRES, Défendeur.

Saisis comme appartenant au dit défendeur les immeubles ci-après décrits, à savoir :

Huit lots ou morceaux de terre sis et situés dans le canton de Wotton, dans le comté de Wolfe, connus et désignés sur le plan du cadastre et au livre de renvoi officiels pour le dit canton de Wotton, comme suit :

1. La juste moitié sud-ouest du lot numéro vingt-neuf R (29 R), dans le quatrième rang du dit canton ; bornée en front par la route No 6, en arrière par le numéro vingt-neuf S (29 S), d'un côté par une rue et de l'autre côté par l'autre moitié du dit lot No 29 R—avec les bâtisses dessus construites.

2. Le lot numéro vingt-neuf S (29 S) dans le quatrième rang du dit canton ; borné en front par une rue—sans bâtisse.

3. Partie du lot numéro sept (No 7), du troisième rang (du village) ; borné en front par la route No 10, d'un côté par le résidu du dit lot appartenant à Octave Boisvert, de l'autre côté par le lot No 8 du quatrième rang, (du village) en arrière par la propriété de J. Poitras—sans bâtisse.

4. Le lot numéro huit (No 8), dans le troisième rang (du village) dans le dit canton ; borné en front par la route No 10—sans bâtisse.

5. Le lot numéro neuf (No 9), dans le quatrième rang (du village) dans le dit canton ; borné en front par la route No 10—sans bâtisse.

6. Les lots numéros sept et huit (nos 7-8), du quatrième rang (du village) dans le dit canton, les dits lots Nos 7-8 ; bornés en front par la route No 10—avec bâtisses. Ces dits derniers deux lots seront vendus ensembles en bloc en vertu d'un ordre de la cour.

7. Le lot numéro B deux (No B 2) du cinquième rang (du village) ; borné en front par la route No 10—sans bâtisse.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Hyppolite de Wotton, le VINGT-DEUXIEME jour de DECEMBRE prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

HENRY AYLMER,
Bureau du Shérif, Shérif.
Sherbrooke, 18 novembre 1908. 4221
[Première publication, 21 novembre 1908.]

street, opened between said properties, the whole according to the official plan and book of reference and according to a subdivision thereof made by James W. Hennessey, and being the property bought by mortgager by deed of sale duly registered in the registry office for the county of Pontiac, first division, on the 19th October, 1903, at liber " B ", vol. 10, folio 29, number 19206.

To be sold at the registry office for the county of Pontiac, first division, in the village of Bryson, county of Pontiac, on the TWENTY THIRD day of DECEMBER next (1908), at TEN o'clock in the forenoon.

CORNELIUS McNALLY,
Sheriff's office, Deputy Sheriff.
Bryson, 16th November, 1908. 4198
[First published, 21st November, 1908.]

Sheriff's Sales—St. Francis

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Saint Francis.
Saint Francis, to wit : No. 708. } ONESIME NAULT, Plaintiff; against
STANISLAS DESPRÉS, Defendant.

Seized as belonging to said defendant the immovables hereinafter described, to wit :

Eight lots or pieces of land lying and situate in the township of Wotton, in the county of Wolfe, known and described on the official plan and book of reference of the said township of Wotton, as follows :

1. The exact south-west half of lot number twenty nine R, (29 R) in the fourth range of said township ; bounded in front by the by-road No. 6, in the rear by lot number twenty nine S (29 S), on one side by a street and on the other side by the other half of said lot No. 29 R—with the buildings thereon erected.

2. The lot number twenty nine S (29 S) in the fourth range of the said township ; bounded in front by a street—without a building.

3. Part of lot number seven (No. 7), of the third range (of the village) ; bounded in front by the by-road No. 10, on one side by the residue of the said lot belonging to Octave Boisvert, on the other side by the lot No. 8 of the fourth range, (of the village) in the rear by the property of J. Poitras—without building

4. The lot number eight (No. 8), in the third range (of the village) in the said township ; bounded in front by the by-road No. 10—without building.

5. The lot number nine (No. 9), in the fourth range (of the village) in the said township ; bounded in front by the by-road No. 10—without building.

6. The lots numbers seven and eight (Nos 7-8) of the fourth range (of the village) in the said township, the said lots Nos. 7-8 ; bounded in front by the by-road No. 10—with buildings. The last two lots will be sold together (*en bloc*) in virtue of an order of the court.

7. The lot number B two (No. B 2), of the fifth range (of the village) ; bounded in front by the by-road No 10—without building.

To be sold at the church door of the parish of Saint Hippolyte de Wotton, the TWENTY SECOND day of DECEMBER next, at THREE o'clock in the afternoon.

HENRY AYLMER,
Sheriffs office, Sheriff.
Sherbrooke, 18th November, 1908. 4222
[First published, 21st November, 1908.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-François

Saint-François, à savoir : No 740. } HOSANNA COTÉ, Demanderesse ; contre J. AMEDEE BRIERE, Défendeur.

Cette maison érigée sur un morceau de terre situé dans le village de Asbestos, dans le comté de Richmond, formant partie du lot numéro six (6), sur le plan du cadastre officiel et au livre de renvoi du dit village de Asbestos, étant un lot à bâtir connu sous le numéro quarante et un (41), d'un certain plan fait et préparé par F. A. Cleveland, arpenteur provincial, et déposé au bureau du régistrateur de la division d'enregistrement du comté de Richmond, le seizième jour de mars dernier—avec tous les droits et privilèges du dit défendeur, sur le dit morceau de terre ou lot à bâtir, le dit lot à bâtir étant borné en front par la rue Lafrance, en arrière par un lot de terre appartenant à Sadislas Geoffroy, d'un côté par la rue Bourbeau, et l'autre côté par un lot de terre appartenant à Alphonse Girouard.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Anne de Danville, dans le village de Danville, le VINGT-DEUXIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant midi.

HENRY AYLMER,
Shérif.

Bureau du Shérif,
Sherbrooke, 18 novembre 1908. 4219

[Première publication, 21 novembre 1908.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis.

Saint Francis, to wit : No. 740. } HOSANNA COTÉ, Plaintiff ; against J. AMÉDÉE BRIERE, Defendant.

That certain house erected on a piece of land situate in the village of Asbestos, in the county of Richmond, forming part of lot number six (6), on the official cadastral plan and book of reference for the said village of Asbestos, being a building lot known under number forty one (41), of a certain plan made and prepared by F. A. Cleveland, Provincial Land Surveyor, and deposited at the registry office of the registration division of the county of Richmond, the sixteenth day of March last—with all the rights and privileges which the said defendant has on the said piece of land or building lot, said building lot bounded in front by Lafrance street, in rear by a lot of land belonging to Sadislas Geoffroy, on one side by Bourbeau street, and on the other side by a lot of land belonging to Alphonse Girouard.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Anne de Danville, in the village of Danville, on the TWENTY SECOND day of DECEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

HENRY AYLMER,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Sherbrooke, 18th November, 1908. 4220

[First published, 21st November, 1908.]

Ventes par le Shérif—Terrebonne

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Court de Circuit.

District de Terrebonne, Sainte-Scholastique, à savoir : No 251. } THE FROST & WOOD COMPANY, LIMITED, Demanderesse ; vs ANDREW JOHNSON, Défendeur, savoir :

1° Un lot de terre situé dans le neuvième rang du township de Grenville, comté d'Argenteuil, district de Terrebonne, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels pour le dit township de Grenville, sous le numéro vingt-six D (26 D).

2° Un autre lot de terre situé dans le dixième rang du dit township de Grenville, connu et désigné aux mêmes plan et livre de renvoi officiels, sous le numéro vingt-six A (26 A).

3° Un autre lot de terre situé dans le neuvième rang du dit township de Grenville, connu et désigné aux mêmes plan et livre de renvoi officiels, sous le numéro vingt-six B (26 B) - avec les bâtisses y érigées.

A déduire sur ce dernier lot 26 B, deux arpents et demi plus ou moins ; borné à l'est par la Rivière Rouge, au sud par Joseph Provençal, à l'ouest par Adam Bates, et au nord par une autre partie du dit lot No 26 B, et vendus à Osias Desjardins, par contrat enregistre sous le No 22096.

De plus, à déduire sous le même No, deux arpents et demi en superficie, plus ou moins ; borné à l'est par la Rivière Rouge, au sud et à l'ouest par Adam Bates, et au nord par Osias Desjardins. et vendus à Joseph Provençal, par contrat enregistré sous le No 22097.

De plus, à déduire sous le même No, deux arpents et demi en superficie, plus ou moins ; borné à l'est par la Rivière Rouge, au sud et à l'ouest par Adam Bates, et au nord par Joseph Provençal, et vendus à Adam Bates, par contrat enregistré, sous le No 22105.

Sheriff's Sales—Terrebonne

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermntioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Circuit Court.

District of Terrebonne, Sainte Scholastique, to wit : No. 251. } THE FROST & WOOD COMPANY, LIMITED, Plaintiff ; vs. ANDREW JOHNSON, Defendant, to wit :

1. A lot of land situate in the ninth range of the township of Grenville, county of Argenteuil, district of Terrebonne, known and described on the official plan and book of reference for the said township of Grenville, under number twenty six D (26 D).

2. Another lot of land situate in the tenth range of said township of Grenville, known and described on the same officiol plan and book of reference, under number twenty-six A (26 A).

3. Another lot of land situate in the ninth range of the said township of Grenville, known and described on the same official plan and book of reference, under number twenty six B (26 B)—with the buildings thereon erected.

To be deducted from this latter lot 26 B, two arpents and a half, more or less ; bounded on the east by the Red River, on the south by Joseph Provençal, on the west by Adam Bates, and on the north by another part of said lot No. 26 B, and sold to Osias Desjardins, by registered deed under No. 22096.

Further, to be deducted under the same No., two and a half arpents in area, more or less ; bounded on the east by the Red River, on the south and west by Adam Bates, and on the north by Osias Desjardins, and sold to Joseph Provençal, by registered deed under No. 22097.

Further, to be deducted under the same No., two and a half arpents in area, more or less ; bounded on the east by the Red River, on the south and west by Adam Bates, and on the north by Joseph Provencal, and sold to Adam Bates by registered deed under number 22105.

De plus, à déduire sur le même No, deux arpents et demi en superficie, plus ou moins ; borné au nord par une autre partie du dit lot No 26 B, au sud par Osias Desjardins, à l'est par la Rivière Rouge, et à l'ouest par Adam Bates, et vendus à Zelas Desjardins, par contrat enregistré, sous le No 23469.

Pour être vendus à la porte de l'église catholique du village de Grenville, dit district, le VINGT-DEUXIEME jour de DECEMBRE prochain 1908, à MIDI.

LAPOINTE & PRÉVOST,
Bureau du Shérif. Shérif.
Sainte-Scholastique, 17 novembre 1908. 4211
[Première publication, 21 novembre 1908.]

Further, to be deducted under the same No., two and a half arpents in area, more or less ; bounded on the north by another part of said lot No. 26B, on the south by Osias Desjardins, on the east by the Red River, and on the west by Adam Bates, and sold to Zelas Desjardins, by registered deed under number 23469.

To be sold at the catholic church door of the village of Grenville, said district, the TWENTY SECOND day of DECEMBER, 1908, at NOON.

LAPOINTE & PREVOST,
Sheriff's office. Sheriff.
Saint Scholastique, 17th November, 1908. 4212
[First published, 21st November, 1908.]

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : No 157. } JOSEPH FREDERIC BELLEFEUILLE ET FRANCOIS-XAVIER GIROUX, Demandeurs ; contre LES HERITIERS de Lucien Mongrain, en son vivant, cuisinier, de la paroisse de Saint-Jacques des Piles, Défendeurs.

Un terrain ou emplacement situé en la paroisse de Saint-Tite, dans le village, étant de forme irrégulière, faisant partie du lot numéro deux cent quarante-trois (243) du cadastre officiel pour la dite paroisse de Saint-Tite, contenant quarante-six pieds de largeur au front et trente pieds et demi de largeur à la profondeur sur cent trente pieds de profondeur ; borné en front au chemin public, en profondeur à Liboire Jacob ou ses représentants, joignant du côté nord à Hypolite Poliquin et du côté sud à Orphila Massicotte—ensemble avec une maison et autres bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Tite, le VINGT-DEUXIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,
Bureau du Shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 18 novembre 1908. 4207
[Première publication, 21 novembre 1908]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit pour le comté de Champlain—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : No 494. } ADRIEN BLAIS, Demandeur ; vs THOMAS ROULEAU, Défendeur.

Une terre située en la paroisse de Saint-Timothée, portant le numéro quatre cent dix-neuf (419), du livre de renvoi officiel pour la paroisse de Saint-Tite, dans le comté de Champlain, contenant trois arpents et trois perches de front sur une profondeur moyenne d'environ vingt-quatre arpents et trois perches, formant soixante et treize arpents et trente perches en superficie ; bornée en front, vers le nord-ouest, par la ligne qui sépare les rangs Nord et Sud de la rivière Mékinac, en profondeur, vers le sud-est par le No 577, d'un côté vers le sud ouest par le No 418, et de l'autre côté vers le nord-est, par le No 420.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Timothée, le VINGT-DEUXIEME jour de DECEMBRE prochain, à UNE heure de l'après-midi.

CHARLES DUMOULIN,
Bureau du Shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 18 novembre 1908. 4209
[Première publication, 21 Novembre 1908.]

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit ; No. 157. } JOSEPH FREDERIC BELLEFEUILLE AND FRANCOIS-XAVIER GIROUX, Plaintiffs ; against THE HERS of Lucien Mongrain, in his lifetime, cook, of the parish of Saint Jacques des Piles, Defendants.

A piece of land or emplacement situate in the parish of Saint Tite, in the village, of irregular outline, forming part of lot number two hundred and forty three (243), of the official cadastre for the said parish of Saint Tite, containing forty six feet wide in front and thirty and one half feet wide in depth by one hundred and thirty feet in depth ; bounded in front by the public road, in depth by Liboire Jacob or his representatives, joining on the north side by Hypolite Poliquin, and on the south side by Orphila Massicotte—together with a house and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Tite, the TWENTY SECOND day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the foren on

CHARLES DUMOULIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Three Rivers, 18th November, 1908. 4208
[First published, 21st November, 1908.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court for the county of Champlain.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : No. 494. } ADRIEN BLAIS, Plaintiff ; vs THOMAS ROULEAU, Defendant.

A farm situate in the parish of Saint Timothée, known under the number four hundred and nineteen (419), of the official book of reference for the parish of Saint Tite, in the county of Champlain, containing three arpents and three perches in front, by an average depth of about twenty four arpents and three perches, forming seventy three arpents and thirty perches in area ; bounded in front, towards the north west, by the line which separates the north and south ranges of the Mékinac river, in depth, towards the south east by the No. 577, on one side towards the south west, by the No. 418, and on the other side towards the north east by the No. 420.

To be sold at the church door of the parish of Saint Timothée, the TWENTY SECOND day of DECEMBER next, at ONE o'clock in the afternoon.

CHARLES DUMOULIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Three Rivers, 18th November, 1908. 4210
[First published, 21st November, 1908.]

Nomination

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du seiz ème jour de novembre 1908, de nommer M. Cyprien J. Bélanger, avocat, No 924, rue Elm, Manchester, dans l'Etat de New-Hampshire, un des états unis d'Amérique, commissaire pour recevoir des affidavits sous l'autorité de l'article vingt sept du code de procédure civile de la province de Québec.

4227

Appointment

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the sixteenth day of November, 1908, to appoint Mr. Cyprien J. Bélanger, advocate, No. 924, Elm street, Manchester, in the State of New-Hampshire, one of the united states of America, a commissioner to receive affidavits under the authority of article twenty seven of the code of civil procedure of the province of Quebec.

4228

Proclamations

Canada, Province de Québec. } C. A. P. PELLETIER.

[L. S.]

EDOUARD SEPT, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux à qui les présentes verront ou qu'icelles pourront concerner.—SALUT :

PROCLAMATION.

LOMER GOUIN, *Procureur-Général.* } ATTENDU qu'en vertu des dispositions de l'article 5662 des statuts refondus de la province de Québec, il est décrété qu'il sera préparé, sous la direction du Ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, un plan de chaque cité, ville et village constitués en corporation, paroisse, canton ou partie d'iceux, dans chaque comté ou division d'enregistrement dans la province, avec un livre de renvoi indiquant ces endroits et énonçant ce qui suit :

1° Une description générale de chaque lot ou lopin de terre désigné dans le plan qui s'y rapporte ;

2° Le nom du propriétaire de chaque lot ou lopin de terre séparé, ou le nom du propriétaire de tout droit réel en tel lot, autant qu'il est possible de s'en assurer ; et

3° Toute chose propre à faire comprendre le plan. Chaque lot ou lopin de terre séparé, désigné sur le plan et indiqué dans le livre par un numéro qui est marqué sur le plan et inscrit sur le livre.

Le Ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, peut adopter tout moyen qu'il croit propre à en assurer l'exactitude.

Chaque plan et livre de renvoi sont dressés jusqu'à une date précise à laquelle ils sont corrigés aussi bien que possible ; cette date y est marquée, et le plan qui est signé par le Ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, reste dans les archives de son bureau.

Et vu les dispositions suivantes des articles 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173 et 2176*a* du Code Civil du Bas-Canada, savoir :

" 2168. Après que copie des plan et livre de renvoi a été déposée dans un bureau d'enregistrement pour toute sa circonscription, et qu'il a été donné avis par proclamation, tel que mentionné en l'article 2169, le numéro donné à un lot sur le plan et dans le livre de renvoi est la vraie description de ce lot, et suffit dans tout document quelconque ; et toute partie de ce lot est suffisamment désignée en déclarant qu'elle fait partie de ce lot et en indiquant à qui elle appartient, avec ses tenants et aboutissants ; et tout terrain composé de parties de plus d'un lot numéroté est suffisamment désigné en déclarant qu'il est ainsi composé et en indiquant quelle partie de chaque lot numéroté il contient.

Proclamations

Canada, Province of Quebec. } C. A P. PELLETIER.

[L. S.]

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING

PROCLAMATION

LOMER GOUIN, *Attorney General.* } WHEREAS in virtue of the provisions of article 5662 of the revised statutes of the province of Quebec, it is enacted that the Honorable Minister of Colonization Mines and Fisheries, shall cause to be prepared, under his superintendence, a plan of each city, town, incorporated village, parish, township or part thereof, in each county or registration division in the province, with a book of reference to each, in which are set forth :

1. A general description of each lot or parcel of land shewn on the plan to which it refers ;

2. The name of the owner of each separate lot or parcel of land or of any estate therein, so far as it can be ascertained ; and

3. Everything necessary to the right understanding of such plan. Each separate lot or parcel of land, shewn on the plan, shall be referred to in the said book, by a number which shall be marked upon the plan and entered in the book.

The Minister of Colonization Mines and Fisheries may adopt any means he thinks proper to ensure the correctness thereof.

Each plan and book of reference shall be made up to some precise date, up to which it shall be corrected as far as possible ; and such date is marked upon it, and the plan which is signed by the Minister of Colonization Mines and Fisheries, remains of record in his office.

And considering the following provisions of articles 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173 and 2176*a* of the Civil Code of Lower Canada, to wit :

" 2168. When a copy of the plan and book of reference for the whole of a registration division has been deposited in the office for such division, and notice has been given by proclamation, in the manner mentioned in article 2169, the number given to a lot upon the plan and in the book of reference is the true description of such lot, and is sufficient as such in any document whatever ; and any part of such lot is sufficiently designated by stating that it is part of such lot and mentioning who is the owner thereof and the properties conterminous thereto ; and any piece of land composed of parts or more than one numbered lot is sufficiently designated by stating that it is so composed and mentioning what part of each numbered lot it contains.

" La description d'un immeuble dans l'avis d'une demande en ratification de titre, ou dans l'avis d'une vente par le shérif, ou par licitation forcée, ou de toute autre vente ayant les effets du décret, ou dans telle vente ou jugement de ratification, ne sera censée suffisante que si elle est faite conformément aux prescriptions du présent article.

" Aussitôt après que le dépôt de tel plan et livre de renvoi a été fait et qu'il en a été donné avis, les notaires sont tenus, en rédigeant les actes concernant les immeubles indiqués sur tel plan, de désigner ces immeubles par le numéro qui leur est donné sur le plan et dans le livre de renvoi, de la manière prescrite ci-dessus ; à défaut de telle désignation, l'enregistrement ne peut affecter le lot en question, à moins qu'il ne soit produit une réquisition ou avis indiquant le numéro sur le plan et livre de renvoi comme étant celui du lot qu'on veut affecter par tel enregistrement.

" 2169. Le dépôt des plan et livre de renvoi primitifs dans une circonscription d'enregistrement est annoncé par proclamation du gouverneur en conseil fixant en même temps le jour auquel les dispositions de l'article 2168 y deviendront en force.

" 2170. A compter de ce dépôt, le régistrateur doit préparer l'index mentionné en second lieu dans l'article 2161.

" 2171. A compter de l'époque fixée dans telle proclamation, le régistrateur doit faire l'index des immeubles et le continuer jour par jour en inscrivant sous chaque numéro de lot indiqué séparément au plan et au livre de renvoi, un renvoi à chaque entrée faite subséquemment dans les autres livres et registres affectant tel lot, de manière à mettre toute personne en état de constater facilement toutes les entrées faites subséquemment concernant ce lot.

" 2172. Dans les deux ans qui suivent la date fixée par la proclamation du lieutenant-gouverneur, pour la mise en vigueur des dispositions de l'article 2168, dans une division d'enregistrement, l'enregistrement de tout droit réel sur un lot de terre compris dans cette division, y doit être renouvelé au moyen de la transcription, dans le livre tenu à cet effet, d'un avis désignant l'immeuble affecté, en la manière prescrite en l'article 2168, et observant les autres formalités prescrites en l'article 2131, pour le renouvellement ordinaire de l'enregistrement des hypothèques.

" Il est tenu un index des livres employés à la transcription de l'avis mentionné au présent article, de la même manière que l'index mentionné en l'article 2131.

" 2173. A défaut de tel renouvellement, les droits réels conservés par le premier enregistrement n'ont aucun effet à l'égard des autres créanciers, ou des acquéreurs subséquents dont les droits sont régulièrement enregistrés.

" 2176*a*. Chaque fois que le plan des lots d'une cité, d'une ville, d'un village, d'une paroisse, d'un canton ou d'une division quelconque de ces localités, faisant partie d'une division d'enregistrement, a été fait conformément à la loi, le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire déposer au bureau du régistrateur de la division d'enregistrement qu'il appartient, une copie correcte de ce plan, ainsi qu'une copie du livre de renvoi qui s'y rapporte.

" Le dépôt de ces plan et livre de renvoi, est annoncé par une proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil, fixant en même temps le jour auquel les dispositions de l'article 2168 deviendront en vigueur dans cette division d'enregistrement, relativement à la localité dont le plan a été ainsi déposé ; et à dater de l'époque fixée dans la proclamation, toutes les dispositions de ce code s'appliquent à ces plan et livre de renvoi, ainsi qu'aux propriétés qui y sont comprises, et aux contrats, hypothèques ou actes quelconques, concernant ou affectant ces propriétés, de la même manière que si le dépôt du plan de toute la division d'enregistrement eût été fait conformément à l'article 2166.

" The description of an immoveable in the notice of application for confirmation of title, or in the notice of a sale by the sheriff or by forced licitation, or of any sale having the effect of a sheriff's sale, or in the sheriff's deed, or in the judgment of confirmation, will not be deemed sufficient, unless it is made in conformity with the provisions of this article.

" As soon as such plan and book of reference have been deposited and notice thereof has been given, notaries passing acts concerning immoveables indicated on such plan are bound to designate such immoveables by the number given to them upon such plan and in the book of reference, in the manner above prescribed ; in default of such designation, the registration does not affect the lot in question, unless there is filed a requisition or notice indicating the number on the plan and book of reference as being that of the lot intended to be affected by such registration.

" 2169. The deposit of the original plan and book of reference in any registration division is declared by a proclamation from the Governor in council, fixing at the same time the day on which the provisions of article 2168 shall come into force therein.

" 2170. The registrar, so soon as such deposit has been made, must prepare the index to immoveables mentioned in the second place in article 2161.

" 2171. From and after the day appointed by such proclamation, the registrar must, from day to day, make up and continue the index to immovables by entering under the number of each lot separately designated upon the plan and book of reference, a reference to each entry thereafter made in the other books and registers affecting such lots, so as to enable any person easily to ascertain all the entries concerning it, made after that time.

" 2172. Within two years from the date fixed by the Lieutenant Governor's proclamation, bringing the provisions of article 2168 into force in any registration division, the registration of any real right upon any lot of land within such division must be renewed by means of the registry at length, in the book kept for that purpose, of a notice describing the immoveable affected in the manner prescribed in article 2168, and conforming to the other formalities prescribed in article 2131 for the ordinary renewal of the registration of hypothecs.

" An index must be kept for the books used for the registration of the notice mentioned in this article, in the same manner as the index mentioned in article 2131.

" 2173. If such renewal be not effected, the real rights preserved by the first registration have no effect against other creditors and subsequent purchasers whose claims have been regularly registered.

" 2176*a*. Whenever the plan of the lots of any city, town, village, parish, township or any division whatsoever of such localities, forming part of any registration division, has been made in conformity with the law, the Lieutenant Governor in council may cause to be filed in the registrar office of the proper registration division, a correct copy of such plan, together with a copy of the book of reference relating thereto.

" The deposit of these plan and book of reference is announced by a proclamation of the Lieutenant Governor in Council, which at the same time determines the day upon which the provisions of the article 2168 shall come into force in such registration division, respecting the localities whereof the plan has been so filed ; and from the date of the period fixed in such proclamation, all the provisions of this code apply to these plan and to such book of reference, and to all properties comprised in the said plan, and to all contracts, hypothecs or acts whatever concerning or affecting these properties, in the same manner as if the plan of the whole registration division had been deposited in conformity with article 2166.

ET ATTENDU que l'honorable Ministre de la Colonisation des Mines et des Pêcheries, de Notre Province de Québec, a fait préparer, sous sa direction, des plans et livres de renvois officiels du cadastre pour les cantons Douglas et York, dans le comté de Gaspé.

ET ATTENDU que les dit plan et livre de renvoi ont été dressés jusqu'à une date précise marquée en iceux, lesquels sont signés par Notre Ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, et restent dans les archives de son bureau ; ET ATTENDU que des copies des dits plans et livres de renvoi certifiée par le dit Ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, ont été déposées dans le bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement du comté de Gaspé et restent ouvertes à l'inspection du public, pendant les heures de bureau, savoir : depuis neuf heures du matin jusqu'à trois heures de l'après-midi, chaque jour de la semaine, les dimanches et les fêtes exceptés ; ET ATTENDU qu'à l'égard des dits plan et livre de renvoi, Notre Ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, s'est en tout point conformé aux dispositions du dit article 5662 des Statuts refondus de la province de Québec, et à celles du Code Civil du Bas-Canada qui s'y rapportent ;

ET ATTENDU que le lieutenant-gouverneur de Notre dite Province de Québec, de l'avis du Conseil Exécutif de la dite province, a fixé le DIX-HUITIEME jour du mois de DECEMBRE prochain, comme devant être le jour à partir duquel les dispositions de l'article 2168 du Code Civil du Bas-Canada, deviendront et seront en vigueur dans la dite division d'enregistrement du comté de Gaspé, relativement aux cantons Douglas et York, faisant partie de la dite division d'enregistrement.

A CES CAUSES, Nous déclarons par Notre présente Proclamation, qu'à partir du dit DIX-HUITIEME jour du mois de DECEMBRE prochain, les dispositions de l'article 2168 du code civil du Bas-Canada, deviendront et seront en vigueur dans la dite division d'enregistrement du comté de Gaspé, relativement aux cantons Douglas et York.

Et par ces présentes, Nous invitons toutes personnes ayant des hypothèques enregistrées dans la dite division d'enregistrement du comté de Gaspé, de les renouveler dans les deux ans qui suivront le dit DIX-HUITIEME jour du mois de DECEMBRE prochain, à peine de perdre la priorité conférée par le dit code civil.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable Sir C. ALPHONSE PANTALEON PELLETIER, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Membre de Notre Conseil Privé pour le Canada, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce DIX-HUITIEME jour de NOVEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent huit, et dans la huitime année de Notre Règne.

Par ordre,

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

4229

AND WHEREAS the Honorable Minister of Colonization Mines and Fisheries, of Our province of Quebec, has caused to be prepared under his superintendence, a plan and book of reference of the cadastre for the townships of Douglas and York, in the county of Gaspé.

AND WHEREAS such plan and book of reference have been made up to some precise date marked upon the same, which bears also the signature of Our said Minister of Colonization, Mines and Fisheries, and remain of record in his office ; AND WHEREAS copies of such plans and books of reference certified by the said Minister of Colonization, Mines and Fisheries have been deposited in the office of the registrar of the registration division of the county of Gaspé, and there remain, open to the inspection of the public, during office hours, that is to say : between the hours of nine in the forenoon and three in the afternoon, every day of the week, excepting Sundays and holidays ; AND WHEREAS, so far as regards such plan and book of reference, Our said Minister of Colonization, Mines and Fisheries, has, in every respect, complied with the provisions of the said article 5662 of the Revised Statutes of the province of Quebec, and with those of the Civil Code of Lower Canada relating thereto ;

AND WHEREAS the Lieutenant Governor of Our said Province of Quebec, with the advice of the Executive Council thereof, has fixed the EIGHTEENTH day of the month of DECEMBER next, as the day from and after which the provisions of article 2168 of the Civil Code of Lower Canada, shall come into force in the said registration division of the county of Gaspé, respecting the townships of Douglas and York, forming part of the said registration division.

NOW KNOW YE, that We do, by this Our Proclamation, declare that from the said EIGHTEENTH day of the month of DECEMBER next, the provisions of article 2168 of the civil code of Lower Canada, shall come into force in and apply respectively to the said registration division of the county of Gaspé, respecting the townships of Douglas and York.

And We do hereby call upon all persons having hypothecs registered in the said registration division of the county of Gaspé, to renew the same within the period of two years after the said EIGHTEENTH day of the month of DECEMBER next, on pain of the forfeiture of priority provided in the said civil code.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern, themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed ; WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honourable SIR C. ALPHONSE PANTALEON PELLETIER, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint Georges, Member of Our Privy Council for Canada, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province, this EIGHTEENTH day of NOVEMBER, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and eight, and in the eight year of Our Reign.

By command,

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

4230

Avis du Gouvernement

La compagnie "Robert H. Ingersoll and Brother" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Robert N. Scott, de la cité de Montréal.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

Québec, 20 novembre, 1908. 4243

Government Notice

"The Robert H. Ingersoll and Brother Company" has been authorized to do business in the province of Quebec.

The chief place of business, in the province, is at Montreal.

Its principal agent, to receive services in all actions and proceedings taken against them, is Mr. Robert N. Scott, of the city of Montreal.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

Quebec, 20th November, 1908. 4244

Avis Divers

Province de Québec, District de Québec. } *Cour Supérieure.*
No 2400

Dame Lumina Morin, de Québec, épouse de Pierre Rochette, de Québec, pâtissier,
Demanderesse ;

vs

Pierre Rochette, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le dix-huitième jour de novembre courant.

PATRY & LABREQUE,
Procureurs de la demanderesse.

Québec, 19 novembre 1908. 4239

Miscellaneous Notices

Province of Quebec, District of Quebec. } *Superior Court.*
No. 2400.

Dame Lumina Morin, of Quebec, wife of Pierre Rochette, of Quebec, pastry cook,
Plaintiff ;

vs

Pierre Rochette, Defendant.

An action for separation as to property was instituted in this cause, on the eighteenth day of November instant.

PATRY & LABREQUE,
Attorneys for plaintiff.

Quebec, 19th November, 1908. 4240

Avis de Faillites

Province de Québec, District de Bedford. } *Cour Supérieure.*
No 179.

Dans l'affaire de Dame Emilia Goyette, ci-devant de la ville de Farnham, dans le district de Bedford, maintenant de la partie Est du canton de Farnham, dans le dit district, veuve de feu Martin Delaney, en son vivant de Farnham susdit, en sa qualité de curatrice à son dit mari, un interdit, Faillie.

Avis est par le présent donné, par le soussigné, Edouard Goyette, du village de Cowansville, dans le district de Bedford, commerçant, curateur aux biens de la dite faillie, qu'un premier et dernier bordereau de dividendes dans la susdite affaire a été préparé par lui, lesquels dividendes seront payables dans son bureau immédiatement après l'expiration d'un délai de 15 jours après la publication du présent avis.

EDWARD GOYETTE,
Curateur.

Cowansville, 16 novembre 1908. 4241

District de Kamouraska.

Dans l'affaire de F. A. Paquin, marchand, Saint-Eleuthère, Insolvable.

En vertu d'un ordre de la cour, en date du 12 novembre 1908, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

V. E. PARADIS,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.

Québec, 19 novembre 1908. 4235

Bankrupt Notices

Province of Quebec, District of Bedford. } *Superior Court*
No. 179.

In the matter of Dame Emilia Goyette, heretofore of the town of Farnham, in the district of Bedford, now of the east part of the township of Farnham, in said district, widow of the late Martin Delaney, in his lifetime of Farnham aforesaid, in her quality of curatrix to her said husband, an interdict, Insolvent.

Notice is hereby given, by the undersigned, Edward Goyette, of the village of Cowansville, in the district of Bedford, trader, curator to the said insolvent, that a first and final dividend in the above matter has been prepared by him, which dividends will be payable at his office, immediately following the expiry of a delay of 15 days after the publication of the present notice.

EDWARD GOYETTE,
Curator.

Cowansville, 16th November, 1908. 4242

District of Kamouraska.

In the matter of F. A. Paquin, merchant, Saint Eleuthere, Insolvent.

In virtue of an order of the court, dated 12th November, 1908, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

V. E. PARADIS,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.

Quebec, 19th November, 1908. 4236

District de Québec.

J. A. Cantin & Cie, de Québec, marchands, ont, le 14 novembre 1908, fait cession judiciaire de leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Québec, conformément à la loi.

V. E. PARADIS,
Gardien provisoire.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie du Richelieu.
Québec, 19 novembre 1908. 4231

District de Rimouski.

Habid Aboussafy, de Saint-Moïse, a, le 13 novembre 1908, fait cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Rimouski, conformément à la loi.

V. E. PARADIS,
Gardien provisoire.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 19 novembre 1908. 4233

Canada,
Province Québec,
District de Gaspé,
Comté de Bonaventure. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de M. Lecker, de la cité de Québec,
Failli.

Un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé dans cette affaire et sera sujet à objection jusqu'au 13e jour du mois de décembre 1908, après laquelle date les dits dividendes seront payés dans mon bureau.

M. J. KELLY,
Curateur.

New-Carlisle, 17 novembre 1908. 4237

District of Quebec.

J. A. Cantin & Co., of Quebec, merchants, have, on the 14th of November, 1908, made a judicial assignment of their property for the benefit of their creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Quebec, according to law.

V. E. PARADIS,
Provisional guardian.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 19th November, 1908. 4232

District of Rimouski.

Habid Aboussafy, of Saint Moïse, has, on the 13th of November, 1908, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Rimouski, according to law.

V. E. PARADIS,
Provisional guardian.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav, Co. Building.
Quebec, 19th November, 1908 4234

Canada,
Province of Quebec,
District of Gaspé,
County of Bonaventure. } *Superior Court.*

In the matter of M. Lecker, of the city of Quebec,
Insolvent.

The first and last dividend sheet has been prepared in this matter and will be subject to objection up to the 13th day of the month of December, 1908, after said date the said dividends will be paid at my office.

M. J. KELLY,
Curator.

New-Carlisle, 17th November, 1908. 4238

Index de la Gazette Officielle de Québec No 47

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS : — Dmes Cimon vs Drouin, 1799 ; Delisle vs Morin, 1793 ; Desrosiers vs Forcier, 1798 ; Gentile vs Nucciaroni, 1798 ; Jolivet vs Guertin, 1798 ; Langlois vs Chouinard, 1799 ; Morin vs Rochette, 1814 ; Perron vs Canuel, 1797 ; Racine vs Moineau, 1799 ; Sasseville vs Cloutier, 1799 ; St. Onge vs Beaudet, 1797 ; Tremblay vs Power, 1798 ; Tremblay vs Thibault, 1799 ; Turpin vs St. Jacques, 1798.

ANNONCEURS :—Avis aux :—Concernant avis, etc., 1785.

ASSOCIATION, ASSURANCE OU SOCIÉTÉ :—Engineering Construction Coy, 1787 ; The Masonic Mutual Life Association, 1799.

AVIS : —Démembrement et érection de la paroisse de Saint-George s de Montréal, 1801 ; The Friends Union Cemetery Coy, 1801.

BILLS PRIVÉS :—Parlement fédéral :—Avis au sujet des :—Règles condensées de la Chambre des Communes, 1792.

BILLS PRIVÉS, P. Q. :—Avis au sujet des :—Assemblée législative, 1794 ; Conseil législatif, 1783.

COMPAGNIES AUTORISÉES A FAIRE DES OPÉRATIONS :—La Compagnie Robert H. Ingersoll and Brother, 1814.

Index of the Quebec Official Gazette, No. 47

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :—Dmes Cimon vs. Drouin, 1799 ; Delisle vs Morin, 1798 ; Desrosiers vs Forcier, 1798 ; Gentile vs Nucciaroni, 1798 ; Jolivet vs Guertin, 1798 ; Langlois vs Chouinard, 1799 ; Morin vs Rochette, 1814 ; Perron vs Canuel, 1797 ; Racine vs Moineau, 1799 ; Sasseville vs Cloutier, 1799 ; St. Onge vs Beaudet, 1797 ; Tremblay vs Power, 1798 ; Tremblay vs Thibault, 1799 ; Turpin vs St. Jacques, 1798.

ADVERTISERS :—Notice to :—Respecting notices, &c 1785.

ASSOCIATION, INSURANCE OR SOCIETY : — Engineering Construction Coy, 1787 ; The Masonic Mutual Life Association, 1799.

NOTICE : — Dismenberment and erection of the parish of Saint George de Montréal, 1801 ; The Friends Union Cemetery Coy, 1801.

PRIVATE BILLS :—Federal Parliament :—Notices respecting the :— Condensed Rules of the House of Commons, 1792.

PRIVATE BILLS, P. Q. :—Notices respecting the :—Legislative Assembly, 1794; Legislative Council, 1793.

COMPANIES AUTHORIZED TO DO BUSINESS : — The Robert H. Ingersoll and Brother Company, 1814.

DEMANDES A LA LÉGISLATURE : —Amender 7 Ed. VII, chap. 116, 1796 ; Corporation du village de Rosemont, 1797 ; David, Théodule, 1796 ; Havana Trust Coy, 1707 ; Héritiers, succession de feu L. E. Macpherson et Allen Moore et al, 1797 ; The Montreal League for the prevention of tuberculosis, 1797.

DÉPUTÉ ÉLU :—District électoral de Rouville, 1785.

ERRATUM :—Page 1763, le 14 novembre, 1787.

FAILLIS :— Aboussafy, 1815 ; Brown, 1803 ; Cantin & Cie, 1815 ; Crescent Hat Works, 1802 ; Denoncourt, 1803 ; Desautels & Lafrenaye, 1802 ; Dufour, 1803 ; Fortier & Cie, 1802 ; Goyette (Dme), 1814 ; Kavanagh, 1802 ; Lecker, 1815 ; Leduc & Cie, 1802 ; Longchamp & Gosselin, 1804 ; Ouimet, 1803 ; Paquin, 1814.

LETTRES PATENTES : —La Cie du Manoir Drummond, 1787 ; La Cie du Patinoir de Chicoutimi, 1787 ; Menley & James Coy, 1789 ; The Gas Saving Burner Coy, 1788 ; The Montreal Realty Coy, 1790 ; Thomas Sonne Coy, 1791.

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE : -- Demande d'annexer ou d'ériger : —Village de Saint-Benoit, 1787.

NOMINATIONS : — Commissaire pour recevoir affidavits :—1811.
Juges de paix :—Districts de Montréal, 1785 ; Beauce, 1786 ; Kamouraska, 1786 ; Chicoutimi, 1786.

ORDRE DE COUR :—Lewis, 1804.

PROCLAMATIONS :—Cantons Douglas et York, comté de Gaspé, 1811 ; Convocation des Chambres, 1786.

RÉSOLUTION : — Conseil municipal d'Arthabaska, 1800.

VENTE D'EFFETS DE BAGAGE :—Cie de Chemin de Fer Pacifique-Canadien, 1800.

VENTE DE FAILLITE :—Giroux, failli, 1804.

VENTE PAR LICITATION : —Aubertin (Dme) et vir vs Normand et al, 1805.

VENTES PAR LES SHÉRIFS :

ARTHABASKA : — Guevremont vs Martin, 1806 ; The Eastern Townships' Bank vs Noël et al, 1805.

BEAUHARNOIS :—Webster vs Houle, 1806.

KAMOURASKA : —Beaulieu vs Morin, 1807.

PONTIAC:—Jewell vs Carlson, 1807.

SAINT FRANÇOIS :—Côté vs Brière, 1809 ; Nault vs Després, 1808.

TERREBONNE :— The Frost & Wood Coy vs Johnson, 1809.

TROIS-RIVIÈRES : — Bellefeuille & Giroux vs héritiers Mongrain, 1810 ; Blais vs Rouleau, 1810.

QUÉBEC : —Imprimé par CHARLES PAGEAU, Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi.

APPLICATIONS TO THE LEGISLATURE :—To amend 7 Ed. VII, cap. 116, 1796 ; Corporation of the village of Rosemont, 1797 ; David, Théodule, 1796 ; Havana Trust Coy, 1797 ; Heirs of the estate of the late L. E. Macpherson and Allen Moore et al, 1797 ; The Montreal, League for the prevention of tuberculosis, 1797.

MEMBERS ELECTED : — Electoral district of Rouville, 1785.

ERRATUM :—Page 1663, the 14th November, 1787.

INSOLVENTS : — Aboussafy, 1815 ; Brown, 1803 ; Cantin & Cie, 1815 ; Crescent Hat Works, 1802 ; Denoncourt, 1803 ; Desautels & Lafrenaye, 1802 ; Dufour, 1803 ; Fortier & Cie, 1802 ; Goyette (Dme), 1814 ; Kavanagh, 1802 ; Lecker, 1815 ; Leduc & Cie, 1802 ; Longchamp & Gosselin, 1804 ; Ouimet, 1803 ; Paquin, 1814.

LETTERS PATENT :—La Cie du Manoir Drummond, 1787 ; La Cie du Patinoir de Chicoutimi, 1787 ; Menley & James Coy, 1789 ; The Gas Saving Burner Coy, 1788 ; The Montreal Realty Coy, 1790 ; Thomas Sonne Coy, 1791.

SCHOOL MUNICIPALITY :—Application to annex or to erect :—Village of Saint Benoit, 1787.

APPOINTMENTS : — Commissioner to receive affidavits, 1811.
Justices of the peace :—Districts of Montreal, 1785 ; Beauce, 1786 ; Kamouraska, 1786 ; Chicoutimi, 1786.

ORDER OF THECOURT :—Lewis, 1804.

PROCLAMATIONS : —Townships Douglas and York, county of Gaspé, 1811 ; Parliament convoked, 1786.

RESOLUTION :—Municipal council of Arthabaska, 1800.

BAGGAGE SALE :—Canadian Pacific Railway Coy, 1800.

INSOLVENT SALE : —Giroux, insolvent, 1804.

SALES BY LICITATION : —Aubertin (Dme) et vir vs Normand et al, 1805.

SHERIFFS' SALES :

ARTHABASKA : — Guevremont vs Martin, 1806 ; The Eastern Townships' Bank of Noël et al, 1805.

BEAUHARNOIS :—Webster vs Houle 1806.

KAMOURASKA : —Beaulieu vs Morin, 1807.

PONTIAC :—Jewell vs Carlson, 1807.

SAINT FRANCIS : —Côté vs Brière, 1809 ; Nault vs Després, 1808.

TERREBONNE :—The Frost & Wood Coy vs Johnson, 1800.

THREE RIVERS : —Bellefeuille & Giroux vs heirs Mongrain, 1810 ; Blais vs Rouleau, 1810.

QUEBEC : — Printed by CHARLES PAGEAU, Printed to His Most Excellent Majesty the King.